

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE DE LA COUR D'APPEL DE CHAMBERY

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue le 23 mars 1914, à 1 heure 1/2 de l'après-midi

PAR

PIERRE SEE

SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE DE CHAMBERY
DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { M. PILLET, professeur.
 { M. PAUL FOURNIER, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE DE LA COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue le 23 mars 1914, à 1 heure 1/2 de l'après-midi

PAR

PIERRE SÉE

SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE DE CHAMBÉRY

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



Président : M. PIEDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { M. PILLET, *professeur.*
 M. PAUL FOURNIER, *professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Chambéry, dont l'annexion définitive ne remonte qu'à 1860, est peut-être la ville qui représente le mieux ce que devait être, dans l'ancienne France, un siège de Parlement.

A peine sorti de la gare, on aperçoit, sur une place souvent déserte, la façade bizarrement peinte en jaune d'un palais massif, d'un style italien assez froid. C'est le Palais de Justice, situé entre cette place, où s'élève la statue du président Favre, d'un côté, s'ouvrant de l'autre sur le joli jardin public du Verney, où l'on se rend souvent en traversant sa cour, entourée de portiques. Deux petites rues paisibles bordent sur les bas côtés le palais, complètement isolé.

L'adjudication des travaux de ce palais a eu lieu le 31 octobre 1848, au prix de 497.000 francs : il était entièrement construit au moment de l'annexion, et les partisans de celle-ci affirmèrent que la crainte de le laisser vide et désert empêcherait la suppression de la Cour. Cette raison était assez mauvaise et les anti-annexionnistes eurent beau jeu à l'écarter, en disant

que la justice n'est pas faite pour le palais, mais plutôt le palais pour la justice : mais beaucoup d'autres, nous le verrons, militaient en faveur du maintien de la Cour, que la France accorda, en effet, à sa nouvelle province.

L'énorme palais, le seul de France où soient réservés des appartements aux chefs de la Cour, est vraiment le cœur de la cité, à la vie de laquelle sa Cour fut toujours intimement mêlée. C'est au palais, notamment, que fut proclamée l'annexion de 1860 ; dans sa vaste et somptueuse salle des audiences solennelles, une plaque de marbre le rappelle en lettres d'or :

24 MARS 1860

TRAITÉ ENTRE

L'EMPEREUR NAPOLEON III

ET

LE ROI VICTOR-EMMANUEL II

RELATIF

A LA RÉUNION DE LA SAVOIE A LA FRANCE

22 ET 23 AVRIL 1860

LES POPULATIONS DE LA SAVOIE APPELÉES

A MANIFESTER LEUR VOLONTÉ

PAR LE SUFFRAGE UNIVERSEL DÉCLARENT

QU'ELLES VEULENT ÊTRE RÉUNIES A LA FRANCE

Inscrits	141.799
Votants	137.189
Pour la réunion.....	136.566

29 AVRIL ET 14 MAI 1860

LA COUR D'APPEL, EN AUDIENCE SOLENNELLE,

PROCLAME LE RÉSULTAT DU VOTE

Un mois plus tard, le 14 juin 1860, comme par une sorte de saisine héréditaire, la Cour impériale de Chambéry succédait à l'ancienne Cour sarde. Et l'an-

cien conseiller de celle-ci, qu'un décret royal du 2 avril 1860 avait nommé gouverneur-régent de la Savoie en attendant sa prise de possession par la France, devenait, le 23 juin 1866, le second titulaire de la première présidence de celle-là.

Si étroits sont les liens entre la Cour d'appel de Savoie sarde, héritière elle-même du Sénat de Savoie, et la Cour d'appel de Chambéry française, si grand l'attachement de la Savoie à sa haute juridiction, que, n'en voulant retracer l'histoire qu'à partir de l'annexion, il nous faut cependant rappeler tout d'abord, dans une introduction historique, les origines lointaines de la Cour actuelle, puis, dans un premier chapitre, la place que tint, dans les mois qui précédèrent l'annexion, la question du maintien de la Cour.

Nous pourrons ensuite seulement étudier, dans un second chapitre, l'histoire intérieure de la Cour de 1860 à nos jours.

Puis nous examinerons (chapitre III) l'œuvre de la Cour, tant en matière civile et commerciale que pénale.

Enfin, nous donnerons (chapitre IV) les listes de tous les magistrats qui se sont succédé à la Cour de Chambéry depuis 1860, ainsi que celles de leurs principaux auxiliaires.

INTRODUCTION HISTORIQUE

Chambéry, ancienne capitale du duché de Savoie, chef-lieu actuel du département du même nom, est, depuis près de six siècles, le siège d'un tribunal supérieur, dont le nom et les formes ont plusieurs fois changé, mais qui — sauf un court intervalle allant de 1793 à 1814 — n'a jamais cessé de fonctionner, malgré les vicissitudes de la fortune de cette Marche du Sud-Est.

De tout temps, et si haut qu'on remonte dans son histoire, la Savoie a eu son organisation judiciaire autonome, dont le « Parlement ambulateur » fut tout d'abord la base principale. Au début du XIV^e siècle, il se transforme en Parlement sédentaire : par une charte du 29 novembre 1329, Aimon, 16^e comte de Savoie, établit à Chambéry le « Conseil résident », investi d'attributions à la fois politiques, administratives et judiciaires. Le Parlement de Savoie est donc plus ancien que la plupart des Cours françaises ; il prend place immédiatement après les Parlements de Paris et de Toulouse, fondés en 1302 par Philippe-le-

Bel, et avant le Parlement de Grenoble, établi en 1337 par le dauphin Humbert II. A quelques années près, il a devancé d'un siècle ceux d'Aix, de Bordeaux, de Dijon, de Rouen ; de deux siècles ceux de Pau et de Rennes ; de trois siècles ceux de Metz, de Douai et de Nancy. Quand François I^{er} s'empara de la Savoie en 1536, son premier soin fut de lui conserver son Parlement et de l'ériger en Cour française. Henri II le maintint dans son édit du 24 novembre 1549. Une requête lui ayant été adressée tendant à la réunion du Parlement de Chambéry à celui de Grenoble, le roi parut tout d'abord favorable au projet, puis il ordonna une enquête. Les Savoyards se défendirent si bien que le roi leur donna gain de cause : un arrêt rendu à Rouen, le 7 octobre 1550, prononça le maintien du Parlement de Savoie.

Cette première annexion de la Savoie à la France dura vingt-trois ans : le traité de Cateau-Cambrésis, signé le 3 août 1559, la rendit à son ancienne dynastie. Le 12 août suivant, le comte de Châlant, gouverneur du duché, érigeait, par un édit provisionnel, le Parlement de Chambéry en Sénat, sous le nom de « Sénat de Savoie » ; et Emmanuel-Philibert confirmait cette mesure par un édit signé à Nice, le 20 février 1560, édit qui respectait celui de François I^{er}, supprimant l'emploi au Palais du latin macaronique et laissant aux magistrats savoyards le droit de rendre la

justice en français, dans la langue qui a été de tout temps la langue nationale de la Savoie.

La seconde annexion de la Savoie à la France fut due, elle aussi, à la conquête, mais son peu de durée ne permet guère de lui attribuer d'autre caractère que celui d'une simple occupation. Elle eut lieu du commencement à la fin de l'année 1600 et se termina par le traité signé à Lyon le 17 janvier 1601. Ce traité réunit à la France la Bresse, le Bugey et le pays de Gex, qui, jusqu'alors, avaient ressorti au Sénat de Savoie. Dans ce court intervalle, Henri IV songea pourtant à établir, et il établit effectivement à Chambéry, en septembre 1600, un Conseil souverain, qui avait une autorité absolue en matière de justice et de finances. Le 20 mai 1601, le Sénat de Savoie reprenait ses audiences.

Vingt-huit ans après, en 1629, lors de la guerre pour la succession du marquis de Montferrat, la Savoie était, pour la troisième fois, occupée et réunie à la France. Le 14 mai 1630, Chambéry, en se rendant à Louis XIII, obtenait une capitulation où se trouvait consigné le maintien du tribunal supérieur :

« La justice souveraine et suprême, pour le duché de Savoie, devra s'exercer à Chambéry et non ailleurs. »

Louis XIII remplaça immédiatement le Sénat par un « Conseil souverain », qui eut pour attributions la

connaissance de tous les procès civils et criminels, l'administration de la police et le contrôle des finances.

Ce Conseil fonctionna jusqu'au traité de Chérasco, du 31 mars 1631, qui remplaça la Savoie sous le sceptre de Victor-Amédée I^{er} et amena la réintégration presque immédiate du Sénat, après un court intérim fait par un Conseil d'Etat mixte, chargé d'administrer la justice civile et criminelle, de régler les questions de finances et de s'occuper de tout ce qui regardait la santé et la police.

En 1690, la Savoie retombe une quatrième fois sous la domination de la France, quand Louis XIV a déclaré la guerre à Victor-Amédée II, entré dans la Ligue d'Augsbourg. Un édit du 17 janvier 1691 maintient intacte l'organisation du duché et confirme le Sénat, qui rendit la justice au nom du roi de France, jusqu'au traité de Turin, du 15 septembre 1696. « Savoir faisons, portait l'édit, que tous, pour ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvant, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plaît que les Sénat et Chambre des Comptes de Savoie continuent de s'assembler et tenir séance en la ville de Chambéry, dans les lieux et en la manière accoutumée, et qu'ils y rendent la

justice en notre nom, à nos sujets dudit duché de Savoie. Maintenons pour cette fin et confirmons lesdits Sénat et Chambre des Comptes dans les mêmes pouvoirs, autorités, juridictions, supériorités, droits, prééminences, prérogatives et privilèges dont les dits corps ont ci-devant joui... »

Le même édit fut remis purement et simplement en vigueur, lors de la cinquième occupation française, qui eut lieu pendant la guerre de la Succession d'Espagne, de 1703 au traité d'Utrecht, du 11 avril 1713.

Le Sénat réintégré continua dès lors paisiblement ses travaux. Renommé pour son intégrité et ses lumières, il était environné d'une très grande considération. Dans les cérémonies d'Etat, le Sénat de Savoie avait la préséance sur le Sénat de Turin. Son président remplaçait le gouverneur en cas de décès : il ceignait alors l'épée sur la simarre.

Une seule fois, il fut question, non pas de la suppression du Sénat, mais de la réduction de son personnel. En 1728, le marquis Lovera, intendant général en Savoie, soumit à son gouvernement un projet réduisant le Sénat à une seule chambre, ce qui eût amené une économie de 9.600 livres. Mais, avant même de recevoir les remontrances du Sénat, Victor-Amédée rejeta cette proposition.

Le Sénat fut également maintenu pendant toute l'occupation espagnole, provoquée par la guerre de

la Succession d'Autriche, qui dura de 1743 au traité d'Aix-la-Chapelle du 15 octobre 1748.

Sous Victor-Amédée III, en 1775, le Sénat atteignit sa plus grande puissance : composé de trois chambres où siégeaient trois présidents et seize conseillers, il comprenait, en outre, le chef du parquet, appelé l'« avocat fiscal général », et ses huit substituts, avec, en plus, l'« avocat des pauvres », chargé du service de l'assistance judiciaire.

Mais la Révolution française devait avoir son contre-coup en Savoie, fatal au Sénat. Celui-ci survécut pourtant à l'annexion à la France de 1792, votée par le peuple assemblé dans ses comices le 14 octobre. Un décret de l'Assemblée nationale, rendu le 3 novembre 1789, avait décidé que les Cours suprêmes seraient en vacances permanentes et que les chambres des vacations continueraient seules à rendre la justice. Un décret du 7 septembre 1790 vint ensuite supprimer définitivement tous les anciens tribunaux, y compris les Parlements.

La Commission provisoire des Allobroges, qui succéda, en Savoie, le 29 octobre 1792, à l'Assemblée nationale, donna au Sénat une organisation en rapport avec les transformations qu'avait subies le gouvernement du pays. Le tribunal suprême continua à rendre la justice jusqu'au mois de mars 1793, sous le nom de « Sénat provisoire des Allobroges », tandis

que les Parlements de France n'existaient plus depuis trois ans déjà qu'à l'état de souvenir.

Mars 1793 marqua pour le tribunal suprême de Chambéry la première solution de continuité dans une existence qui datait de quatre siècles et demi. Son remplacement par un tribunal de district — les tribunaux d'appel étaient supprimés dans la France entière — marqua, pour la ville de Chambéry en particulier, le point de départ d'une véritable période de décadence, au cours de laquelle sa population diminua rapidement de près d'un tiers. Lors de l'élaboration, sous le Consulat, de la nouvelle loi sur l'organisation judiciaire, qui devait aboutir le 27 ventôse an VIII et qui rétablit les tribunaux d'appel, les habitants des départements du Mont-Blanc firent des démarches instantes pour faire recouvrer à Chambéry sa haute juridiction. En vain : l'article 21 instituait vingt-neuf tribunaux d'appel pour l'ensemble du territoire : Chambéry ne figurait pas sur la liste des villes appelées à en recevoir le siège. Le département du Mont-Blanc se trouvait rattaché au tribunal d'appel de Grenoble et le département du Léman à celui de Lyon. La déception fut profonde parmi les populations de ces deux départements : la pétition adressée aux consuls, le 15 nivôse an IX, par les députés du Mont-Blanc Mansord et Dumas, en fait foi. « On force les Savoyens, écrivaient-ils dans le style emphatique de

l'époque, d'aller à grands frais chercher à Lyon, à Grenoble, la justice qui leur est due chez eux... Qu'arrive-t-il de là ? Que la justice, quoique le droit et le besoin de chacun, n'est plus que la propriété exclusive de l'homme opulent et qu'elle devient dans ses mains un privilège, un moyen même de vexation contre celui qui ne peut se transporter à des distances si éloignées, dans les villes où il est sans crédit, sans relation, sans connaissances... » Malgré leur légitimité, ces doléances ne furent point entendues. Les Savoyards durent aller plaider en appel, les uns à Grenoble, les autres à Lyon, ce qui leur rendait la justice beaucoup plus coûteuse et difficilement accessible. Ils purent subir en silence cet état de choses si nuisible à leurs intérêts : ils ne l'acceptèrent jamais.

Et si, en 1814, le traité de Paris fut accueilli avec faveur en Savoie, c'est que, à côté de la lassitude causée par les guerres sanglantes et onéreuses du Premier Empire, les populations entrevoyaient la perspective du retour à une organisation judiciaire plus normale, plaçant plus près d'elles l'administration de la justice à tous les degrés.

Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel I^{er}, ne recouvrait cependant que les deux tiers environ de la Savoie : le reste, y compris Chambéry, Annecy et St-Julien-en-Genevois, restait français. Mais dès le 15 octobre 1814, l'ancien Sénat était rétabli, avec

siège à Conflans (aujourd'hui Albertville) : le 1^{er} décembre avait lieu son installation solennelle. Pendant les Cent-Jours, le Sénat dut se retirer à Aoste, où quinze jours il siégea au palais épiscopal. Waterloo le ramena à Conflans, en attendant sa rentrée à Chambéry.

Plus dur en effet encore pour nous que le traité de Paris, le traité de Vienne nous reprenait notamment la partie de la Savoie qui nous avait été laissée ; et, le 8 mars 1816, le Sénat reprenait possession de son ancien palais à Chambéry. Réorganisé, il comprenait vingt sénateurs, dont trois présidents, répartis en trois chambres. Le Code Napoléon et les lois françaises furent abandonnés, au profit de l'ancienne législation sarde, et notamment des royales constitutions, publiées en 1770 par Charles-Emmanuel III ; et, par un arrêt du 19 avril 1816, les chambres assemblées rejetaient une requête demandant les motifs d'un arrêt rendu en audience, revenant ainsi au système de l'infailibilité doctrinale des Cours souveraines. Si contraire qu'il fût à l'esprit moderne, il ne devait disparaître que vingt-deux ans plus tard.

Le 20 juin 1837, paraissait — pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier suivant — le Code civil — ou albertin — du roi Charles-Albert. Il statuait, en son article 17, que « les arrêts ou jugements n'auraient

jamais force de loi ». Puis les lettres patentes du 1^{er} mars 1838 vinrent ordonner (art. 5) que chaque arrêt contiendrait un exposé sommaire des conclusions des parties et serait accompagné des motifs sur lesquels s'appuyait la décision du Sénat. C'était le *redde rationem* de l'ancienne magistrature, dont l'infailibilité théorique reçut le coup de grâce par la création de la Cour de cassation de Turin (édit du 30 octobre 1847), conséquence nécessaire des lettres patentes de 1838 : les erreurs que pouvaient commettre les juges paraissant au grand jour, il fallait charger une Cour spéciale du soin de les redresser.

Il ne restait aux Sénats, de leurs anciennes attributions extrajudiciaires, que l'entérinement des lois ; mais c'était là une pure formalité, et ces Compagnies n'existaient plus comme corps politiques, lorsque l'édit du 4 mars 1848 les transforma en simples Cours d'appel, en leur conservant leurs droits honorifiques :

Charles-Albert, par la grâce de Dieu, roi de Sardaigne, etc. ;

Par le Statut qui a fondé le gouvernement représentatif dans nos Etats, ayant établi que la première des deux Chambres législatives recevra la dénomination de Sénat, il devient convenable de donner aux Cours qui, jusqu'à ce jour, ont eu la même qualification, et aux membres qui les composent, un nouveau

titre qui soit en harmonie avec leurs attributions et avec la place qu'ils occupent dans la hiérarchie judiciaire, titre que leur zèle et leurs nobles travaux, nous n'en doutons pas, sauront illustrer et élever à la hauteur où, dès les premiers temps de la monarchie, ils ont porté celui de Sénat ;

C'est pourquoi, par les présentes, de notre science certaine et autorité royale, eu sur ce l'avis de notre Conseil, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Nos Sénats prendront dorénavant le titre de Cours d'appel.

Les membres de ces Cours auront celui de conseillers.

Il en sera de même de tous ceux qui ont le titre, le grade ou l'ancienneté de sénateur.

ART. 2

Rien n'est innové par les présentes en ce qui concerne les droits honorifiques et les prérogatives des Sénats, de leurs membres et de tous ceux qui ont simplement le titre, le grade ou l'ancienneté de sénateur.

Mandons à notre Sénat de Savoie, à la Chambre des Comptes et à tous ceux qu'il appartient, d'observer et faire observer les présentes, qui seront enregistrées au contrôle général, car telle est notre volonté.

Données à Turin, le 4 du mois de mars, l'an de grâce 1848, et de notre règne le dix-huitième.

Signé : C. ALBERTO.

Vu : BORELLI.

Vu : DE REVEL.

Vu : COLLEGNO.

AVET.

Douze ans après, la Cour d'appel de Savoie allait devenir la Cour impériale de Chambéry, et ses conseillers ceux de S. M. Napoléon III, empereur des Français...

Mais avant que d'aborder l'étude des faits et des négociations qui aboutirent à ce grand changement, il nous paraît convenable de rappeler brièvement le souvenir des trois plus illustres sénateurs de Savoie : saint François de Sales, le président Favre, Joseph de Maistre.

Le premier, à vrai dire, n'eut que la dignité de sénateur : porté, par un penchant irrésistible, à se vouer sans réserve aux choses de la religion, il n'accepta pas les fonctions que lui conféra en 1593 le duc Charles-Emmanuel, et ce, malgré les pressantes instances de son ami, le président Favre. « Je n'ai plus qu'un mot à vous dire en finissant, lui répondait-il. Je me sens très obligé, non seulement à Son Altesse de la grâce qu'elle m'a accordée et de l'honneur qu'elle m'a

fait en envoyant des lettres de sénateur, mais même à tous ceux qui se sont employés pour me les faire obtenir. Cela servira toujours à la gloire de notre famille et à illustrer nos archives ; c'est là tout l'usage que je crois en devoir faire, parce que je me sens une répugnance insurmontable à joindre la vie ecclésiastique avec la vie séculière et l'embarras des affaires et de la chicane. Voilà mon sentiment, mon cher frère ; c'est pourquoi je vous prie de ne plus me presser là-dessus. » De sa célèbre *Introduction à la vie dévote*, une curieuse application aux « choses de la justice » a été donnée par René Favre, fils du président Favre.

Le président Antoine Favre, jurisconsulte célèbre, enrichit le Sénat de Savoie, au début du XVII^e siècle, de copieux et lumineux commentaires du droit romain, les *Conjectures*, et du premier Code civil, le *Code Fabrien*. A voir ces énormes in-octavo, on ne doute point que Favre n'appartienne à cette puissante lignée d'érudits du XVI^e siècle, dont l'ardeur à l'étude et la production énorme sont encore pour nous un étonnement.

En outre, Antoine Favre gouverna la Savoie et fut ambassadeur, soit en France, soit en Italie.

Le sénateur Joseph de Maistre occupa, lui aussi, de hautes fonctions dans l'Etat : longtemps ambassadeur du roi de Sardaigne à Saint-Pétersbourg, il prépara

sa restauration en Savoie en 1814 et devint ministre.

Pour la postérité, J. de Maistre est surtout l'auteur des *Considérations sur la France*, des *Soirées de Saint-Pétersbourg* et du *Pape*. Si son style est bien du XVIII^e siècle par les « saillies et le trait », il avait, du XVI^e siècle, la prodigieuse capacité d'attention dans l'étude. Comme ceux des humanistes ses livres sont, dit Sainte-Beuve, « embarrassés de trop d'allusions aux choses lues et de citations trop fréquentes ».

En somme, quoique séparés par deux siècles, Favre et de Maistre reproduisent le même type, assez fréquent au Sénat de Savoie, du magistrat vertueux dans sa vie privée, scrupuleux dans l'exercice de ses fonctions, attaché profondément à sa religion et à son roi.

I

L'Annexion de la Savoie et la Question de la Cour de Chambéry

Bien que marquée au cadran diplomatique, dès le traité de Lyon de 1601, comme un événement tôt ou tard inévitable et nécessaire pour assurer à la France ses limites naturelles sur la frontière des Alpes, l'annexion de la Savoie ne s'est pas faite toute seule. Suivant l'expression d'un Mémoire de la Chambre de Commerce de Chambéry de 1882, elle ne s'est pas accomplie sans entraves.

L'annexion ne fut point l'élan inconsidéré d'un peuple qui se donne sans condition, mais l'explosion finale d'un sentiment demeuré pendant un certain temps perplexe et indécis. Certes, M. le sénateur Duval a pu dire à bon droit, le 13 février 1908, à la tribune du Sénat français, que la Savoie avait manifesté librement sa volonté d'être réunie à la France, et qu'elle l'avait fait presque à l'unanimité — la Savoie tout entière et non seulement la Haute-Savoie. Mais

cette unanimité ne fut acquise qu'après une campagne ardente et passionnée, où le pour et le contre furent pesés mûrement, et au cours de laquelle les promoteurs du changement de nationalité furent amenés à provoquer et obtinrent du gouvernement français les garanties sans lesquelles les populations de la Savoie n'entendaient pas aliéner irrévocablement leurs destinées.

Comment le comte de Cavour fut amené à promettre à Napoléon III la cession conditionnelle de la Savoie — et de Nice — à la France, dans la célèbre entrevue ou « conspiration de Plombières » (20-21 juillet 1858), ce n'est pas ici le lieu de l'examiner, non plus que ce qui s'ensuivit : les négociations et conventions des gouvernements français et sarde, l'alerte du 1^{er} janvier 1859 à la réception diplomatique des Tuileries, puis la guerre d'Italie, brusquement arrêtée, après la sanglante victoire de Solférino, par les préliminaires de Villafranca (11 juillet 1859), suivis de la paix de Zurich (10 novembre 1860), enfin la naissance de l'unité italienne.

Mais le mouvement annexionniste en Savoie, à cause de la place qu'y tint la question du maintien de la Cour de Chambéry, doit être ici résumé. Ce mouvement, en tant que manifestation extérieure d'opinion, ne se fit jour à Chambéry qu'après les préliminaires de Villafranca.

Le 25 juillet 1859, une réunion privée de quinze personnes avait lieu chez M. Cornier, avocat du barreau de Chambéry. Cette petite assemblée délibérait d'envoyer au roi de Sardaigne et de faire publier par un journal français une adresse où les pétitionnaires affirmaient nettement que « la Savoie n'était pas italienne » et ne pouvait être appelée à se fondre dans la nation créée par les derniers événements. Ils demandaient en conséquence au roi « d'aviser aux intérêts de la Savoie d'une façon conforme à ses vœux ». Le texte de l'adresse fut transmis au *Courrier de Lyon* avec une lettre du docteur Gaspard Dénarié. La question savoisiennne était posée.

La campagne en faveur de l'annexion s'ouvrit aussitôt. Le 11 août 1859, à la tribune du Parlement sarde, le marquis Costa de Beauregard, — le père du marquis Albert Costa de Beauregard, l'académicien récemment décédé, — accusé d'être le chef du parti séparatiste, proteste contre les insinuations des radicaux et déclare que la responsabilité des mouvements de l'opinion doit remonter à ces ministres qui, au début de la guerre, ont ouvertement annoncé « que la Savoie pourrait être appelée à prononcer, par un plébiscite, sur le changement ou le maintien de son association politique ». Quelques jours après, en août 1859, paraissait, à Lyon, une brochure sensationnelle, ayant pour titre : *La Savoie doit-elle être française ?*

L'auteur de cette brochure était un membre distingué du barreau de Chambéry, M. Charles Bertier, rédacteur en chef du *Courrier des Alpes*, devenu, après 1860, gouverneur de la Martinique et conseiller d'Etat. M. Bertier, qu'on a appelé, à juste titre, « l'infatigable champion de l'annexion », en fut, en réalité, le principal auteur, par la part prépondérante qu'il a prise à la campagne de presse et aux négociations qui ont précédé la manifestation des volontés du peuple de Savoie. Assisté de M. Hector Laracine, qui partageait avec lui la lourde charge de la rédaction du *Courrier des Alpes*, du docteur Gaspard Dénarié, de M. François Gros et de quelques autres, Charles Bertier resta constamment sur la brèche, de 1859 au mois d'avril 1860, et c'est à lui et à ses collaborateurs que revient en grande partie l'honneur d'avoir amené le triomphe de la cause française et surmonté les graves difficultés de divers ordres qui étaient de nature à la compromettre.

Le 3 août 1859, le *Courrier des Alpes* était suspendu pour avoir demandé que la Savoie fût consultée sur les exigences de ses intérêts et de sa nationalité. Le 19 novembre suivant, le tribunal correctionnel de Chambéry condamna le même journal à l'amende pour les articles annexionnistes qui avaient motivé la suppression du 3 août. Le *Courrier* reparut le 1^{er}

décembre, le régime normal de la presse ayant été rétabli avec la paix.

Alors commença, dans le pays, la véritable campagne pour et contre l'annexion. Au début, il faut bien le dire, deux partis étaient en présence : le parti français, qualifié alors de séparatiste, et le parti piémontais, prenant le nom de dynastique.

Le premier avait pour organe le *Courrier des Alpes* et le *Bon Sens*, d'Annecy ; le second, la *Gazette de Savoie* et le *Statut et la Savoie*. Le premier avait comme moyens d'action les sympathies françaises existant à l'état latent au cœur du peuple de Savoie, l'appui secret du ministère des Affaires étrangères de France, la collaboration de polémistes français tels que M. Anselme Petetin, et de feuilles françaises telles que la *Patrie* et le *Courrier de Lyon*, dirigé par M. Jouve ; l'élan, l'enthousiasme et le talent des promoteurs du mouvement annexionniste enfin. La *Gazette de Savoie* n'en disposait pas moins d'une grosse influence et groupait derrière elle tout un parti actif et puissant, encouragé ouvertement par l'Angleterre et par la Suisse, et secrètement par le double jeu du cabinet de Turin.

Entre ces deux courants, la Savoie hésitait. Or, l'un des arguments qui paralysaient le plus son élan, le tremplin de la presse et du parti piémontais, c'était,

avec l'éventualité d'un démembrement, celle de la suppression de la Cour.

Dans sa brochure anti-annexionniste, — *La Savoie et la Monarchie constitutionnelle*, Paris, Dentu, 1859, — qui eut alors un grand retentissement, M. Albert Blanc — devenu depuis lors ambassadeur et ministre des Affaires étrangères d'Italie — insistait complaisamment sur cette perspective :

« La région de l'Est de la France a, en moyenne, une Cour pour 970.727 habitants et un tribunal pour 88.248. La Savoie, dont la population est de 583.812 habitants, a une Cour d'appel et huit tribunaux. Il est certain que l'annexion, ne causât-elle pas un démembrement, ferait supprimer au moins la Cour d'appel de Chambéry, trop voisine de celle de Grenoble, qui comprenait dans son ressort, sous le Premier Empire, la ville de Chambéry. Le manifeste séparatiste pense qu'on en serait empêché par la crainte de laisser le Palais de Justice vide et désert ; mais on trouverait probablement le palais assez peuplé par les tribunaux de première instance, le greffe, l'enregistrement, etc. Le manifeste devrait admettre, d'ailleurs, que la justice n'est pas faite pour le palais, mais plutôt le palais pour la justice. »

Le vaillant organe du parti annexionniste luttait de son mieux contre les prophéties de malheur des « Piémontais ». Mais la *Gazette de Savoie* lui répli-

quait en affirmant « que l'annexion à la France ferait immédiatement supprimer en Savoie la Cour d'appel, deux ou trois tribunaux et trois évêchés avec leur chapitres ». Ou encore, sous le titre ironique de « **Prospérité de la Savoie** durant sa réunion à la France », elle reproduisait les doléances des Chambériens en l'an IX, alors qu'ils réclamaient le rétablissement du tribunal d'appel.

Toutes ces arguties ne laissaient pas, malgré tout, d'impressionner fortement les populations et risquaient de compromettre l'issue du mouvement annexionniste. Pour le succès d'une annexion, — non imposée par la force brutale, — il faut en effet, non seulement l'attrait des affinités secrètes, de la communauté de langage, de littérature et de mœurs, mais la perspective d'avantages matériels et moraux, sérieux et durables.

Du flottement, de l'hésitation qui se manifestait nettement en Savoie au début de 1860, seules, des assurances catégoriques du gouvernement français pouvaient triompher. M. Charles Bertier, délégué par le comité annexionniste, partit lui-même pour Paris dans les premiers jours de mars : il ne perdit pas son temps. Dans une première entrevue avec M. Billault, ministre de l'Intérieur, il précisa clairement les conditions auxquelles la Savoie subordonnerait son consentement à l'annexion : au nombre des trois plus im-

portantes se trouvait le maintien de la Cour d'appel. Il formula les mêmes revendications dans une autre entrevue avec M. Thouvenel, ministre des Affaires étrangères. Finalement, le ministre de l'Intérieur le manda auprès de lui et lui fit cette déclaration : « On s'est occupé de vous au Conseil des ministres ; vous ne serez pas démembrés, Chambéry conservera sa Cour d'appel et je vous ferai deux départements. » Et comme M. Charles Bertier demandait au ministre l'autorisation de transmettre par le télégraphe cette importante communication à Chambéry et à Annecy, où les délégués de la Savoie attendaient, pour se rendre à Paris, le résultat des négociations préliminaires qui lui avaient été confiées, le ministre lui répondit : « Ecrivez que vous tenez ces assurances d'un membre du gouvernement. »

A sa sortie du ministère, M. Charles Bertier envoya au comité annexionniste de Chambéry la dépêche suivante :

Paris, 10 mars 1860, 4 h. 15 soir.

La Savoie ne sera pas démembrée, il y aura deux départements; la Cour d'appel de Chambéry sera maintenue; une assurance formelle nous est donnée sur ces points d'une source officielle.

L'imprimerie du *Courrier des Alpes* fit immédiatement tirer cette dépêche à des milliers d'exemplaires sous forme de placards et d'affiches ; elle produisit une immense émotion. L'organe officiel de l'annexion, le *Courrier des Alpes*, la confirma et l'accentua dans son numéro du mardi 13 mars, répandu à profusion d'un bout à l'autre de la Savoie :

« Nous sommes autorisés à annoncer que la Savoie sera divisée en deux départements, avec Chambéry et Annecy pour chefs-lieux, et qu'une Cour impériale sera maintenue dans la première de ces deux villes. »

Cette information fut reproduite par le *Bon Sens* et par tous les journaux de la Savoie.

Ce même 10 mars 1860, jour historique pour la Savoie, le gouverneur du duché de Savoie annonçait aux populations qu'elles auraient à se prononcer sur leurs destinées...

Alors une députation de quarante notables, conduite par un comité de cinq membres, MM. le comte Greyfié de Bellecombe, — futur président de chambre à la Cour de Chambéry, — Bertier, Lachenal, le baron Ruphy et Dessaix, se rendit à Paris pour présenter officiellement à l'empereur les vœux des habitants de la Savoie au sujet de l'annexion. Le comte Greyfié de Bellecombe, président de la députation, fut tout d'abord reçu, seul, en audience particulière, par l'empereur, auquel il remit une note où se trouvaient

consignées toutes les espérances de la Savoie : la conservation de la Cour d'appel de Chambéry s'y trouvait expressément formulée. Puis la députation tout entière fut reçue solennellement aux Tuileries par l'empereur.

Le *Moniteur* du 21 mars 1860 rendit compte de cette réception dans sa « partie officielle ». Le président de la députation, M. le comte Greyfié de Bellecombe, donna lecture d'une adresse, où il exprimait, au nom de la Savoie, les sentiments qu'elle éprouvait pour la France, « auprès de laquelle, disait-il, la Savoie trouverait non seulement la grandeur et la gloire, mais encore la sympathie et la sauvegarde de tous ses intérêts moraux et matériels ». — « Je tiendrai à honneur de réaliser toutes vos espérances », déclara l'empereur dans sa réponse. — Enfin, l'assurance du maintien de la Cour fut renouvelée d'une façon formelle par les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères aux membres de la députation.

Trois jours après cette réception, le 24 mars 1860, était conclu, entre la France et la Sardaigne, le traité de Turin, dont l'article premier disposait littéralement :

« Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza) à la France, et renonce, pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de

S. M. l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires. Il est entendu entre Leurs Majestés que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations et que les gouvernements de l'empereur des Français et du roi de Sardaigne se concerteront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater les manifestations de ces volontés. »

C'était là l'annonce d'un recours au plébiscite, — ce droit divin des Bonaparte, — déjà promis d'ailleurs, le 10 mars, par le gouverneur de la Savoie. Pour en assurer l'éclatant succès, le gouvernement français délégua un commissaire extraordinaire, M. le sénateur Laity, qui, dans les premiers jours d'avril 1860, vint faire un voyage officiel en Savoie. Ce haut personnage confirma encore les assurances formelles déjà données, notamment en ce qui concerne le maintien de la Cour de Chambéry.

L'écart de toute inquiétude pour l'avenir à ce sujet fut sans doute l'une des causes déterminantes du vote individuel et collectif des habitants de la Savoie. Dans ce pays, l'administration de la justice et tout ce qui s'y rattache a de tout temps occupé une large place dans la vie publique et privée. Ce phénomène, qui procède de diverses origines, — traditions séculaires, somnolence de l'industrie, amour du sol, morcellement des propriétés, tendance très accentuée à la dé-

fense de ses droits, déférence profonde pour la justice, pour ses dispensateurs et ses auxiliaires à tous les degrés, — ce phénomène, dit-on, est apparent et remarquable pour qui connaît et a pris la peine d'étudier le caractère savoisien.

Avant le plébiscite, les représentants du pays admis à traiter avec le gouvernement, le gouvernement et ses interprètes les plus autorisés ont dit au pays : Votez oui ! La Cour d'appel de Chambéry sera maintenue ! Une zone franche sera créée !

Le Faucigny et le Chablais, qu'intéressait seuls cette dernière promesse, votèrent, nous l'allons voir : « Oui et Zone ». Le reste de la Savoie a voté « Oui » sans adjonction, mais son vote équivaut à celui de « Oui et Cour » ; car les votants ont compté, pour le maintien de la Cour, sur la parole d'honneur de la France, dans le mémorable vote presque unanime des 22 et 23 avril 1860.

Ce vote, ce fut à la Cour d'appel de la Savoie, toutes chambres assemblées, qu'échut l'honorable mission d'en proclamer le résultat. Elle la remplit dans ses audiences solennelles des 29 avril et 14 mai 1860 : un mois après, elle devenait la Cour impériale de Chambéry.

Il nous paraît intéressant de donner ici l'exacte reproduction de ces arrêts, qui, avec les pièces justificatives du vote, sont précieusement conservés dans une cassette en fer au greffe de la Cour de Chambéry :

La Cour d'appel de Savoie, chambres assemblées :

En exécution des conventions passées entre le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de S. M. l'Empereur des Français, conventions faisant suite au traité du vingt-quatre mars mil huit cent soixante ;

Et en conformité des ordres transmis par le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ;

Vu les manifestes publiés par les gouverneurs des deux provinces de la Savoie en date des sept et huit avril courant ;

Vu spécialement l'article 2 du manifeste du gouverneur d'Annecy, ainsi conçu :

« Le vote aura lieu par *oui* ou par *non*, au scrutin
« secret, au moyen d'un bulletin manuscrit ou imprimé ;

« Tout bulletin qui ne répondrait pas directement à
« la question posée sera considéré comme nul.....;
« néanmoins, les votes ainsi conçus : *oui* et *zone*, sont
« déclarés valables et considérés comme affirmatifs ; »

Vu les procès-verbaux dressés les vingt-deux et vingt-trois avril courant, dans six cent vingt-huit communes de la Savoie, lesdits procès-verbaux constatant le résultat du vote auquel tous les Savoyens, âgés de vingt et un ans, ont été appelés à prendre part sur la question suivante :

« *La Savoie veut-elle être réunie à la France ?* »

Où les rapports faits en audience publique, dans la séance générale du vingt-huit de ce mois, sur ces procès-verbaux, lesquels avaient déjà été l'objet de vérifications particulières dans chaque chambre aux séances des vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept du même mois ;

Où le ministère public en ses observations et conclusions orales ;

Après en avoir délibéré à huis-clos :

Considérant que si les procès-verbaux des communes d'Epagny et de Saint-Jorioz ne sont pas encore parvenus à la Cour, ce ne saurait être là un motif de retarder la déclaration du vote, puisqu'il est constant que la votation qui aurait eu lieu dans ces communes ne pourrait apporter, dans tous les cas, qu'une très minime différence dans le résultat général,

Déclare que les procès-verbaux sont réguliers et qu'ils n'ont donné lieu à aucune réclamation ;

Déclare, en outre, que leur dépouillement a constaté les résultats suivants :

« Le nombre des inscrits est de cent trente-cinq	
« mille quatre cent quarante-neuf.....	135.449
« Le nombre des votants est de cent	
« trente mille huit cent trente-neuf.....	130.839
« Les bulletins affirmatifs pour la réu-	
« nion à la France ont été au nombre de	
« cent trente mille cinq cent trente-trois	130.533

« Les bulletins négatifs ont été au nom-	
« bre de deux cent trente-cinq.....	235
« Les bulletins nuls ont été au nombre de	
« soixante et onze	71

Les tableaux N^{os} un, deux et trois, dressés céans et contenant les résultats partiels ainsi que le résultat général du dépouillement seront visés à chaque feuillet par le président de la Cour et par le secrétaire. Successivement, ils seront annexés, ainsi que les manifestes et les procès-verbaux ci-dessous mentionnés, à la minute du présent arrêt, laquelle sera signée par tous les membres de la Cour.

Fait et prononcé, dans tout son contenu, à Chambéry, au Palais de Justice, en séance publique, dans la chambre des audiences solennelles de la Cour, ce jourd'hui vingt-neuf avril mil huit cent soixante, à deux heures après-midi.

Signé :

GIROD, <i>premier président.</i>	RAMBERT DE CHATILLON.
PICOLET, <i>président.</i>	PERNAT.
MILLIET DE S ^t -ALBAN, <i>prés^t</i>	FALQUET.
MONOD.	A. GALLAY.
MARESCHAL.	DUVERGER DE BLAY.
CLERT.	CURTON.
BOUVIER.	DUBOULOZ.
DULLIN.	HUGARD.
M. NICOUD.	DUBOIN.

BOUTTAZ, *secrétaire civil.*

La Cour d'appel de Savoie :

En exécution des conventions internationales mentionnées dans le précédent arrêt du vingt-neuf avril dernier, et en conformité des ordres du gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ;

Vu les procès-verbaux attestant le résultat du vote des militaires savoisiens âgés de vingt et un ans sur la question suivante :

« *La Savoie veut-elle être réunie à la France ?* »

Vu la dépêche du 6 mai courant annonçant que l'envoi des procès-verbaux devait être présumé complet ;

Oùï les rapports faits en audience publique, chambres assemblées, dans la séance du onze mai courant, sur les procès-verbaux qui ont fait l'objet de vérifications préalables dans chaque chambre ;

Après en avoir délibéré à huis-clos :

Déclare que les procès-verbaux de la votation sont réguliers, en exceptant toutefois ceux des communes de Poirino et Borzonasca, se référant au vote de deux militaires seulement ;

Déclare, en outre, que le dépouillement de ces procès-verbaux a constaté les résultats suivants :

Le nombre des votants a été de.....	6.350
Le nombre des bulletins affirmatifs pour la réunion de la Savoie à la France est de....	6.033
Le nombre des bulletins négatifs est de	283
Celui des bulletins nuls est de.....	34

Le tableau dressé céans, contenant les résultats du recensement, sera visé à chaque feuillet par le président et le secrétaire et annexé à la minute du présent arrêt, signé de tous les membres de la Cour.

Fait et prononcé, dans tout son contenu, par le président, à Chambéry, en séance publique, dans la salle des audiences solennelles du Palais de Justice, le quatorze mai mil huit cent soixante, à trois heures après-midi.

(Suivent les mêmes signatures qu'à l'arrêt précédent)

La Savoie avait acclamé sa réunion à la France : maintenant, en droit naturel, comme déjà en droit international, l'annexion était faite; il restait à la réaliser en droit constitutionnel. Ce fut l'objet du *Senatus-Consulte* du 12 juin 1860 :

Napoléon, etc. ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La Savoie et l'arrondissement de Nice font partie intégrante de l'empire français.

La Constitution et les lois françaises y deviendront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1861.

ART. 2. — La répartition des territoires réunis à la France en ressorts de Cours impériales et en départements sera établie par une loi.

ART. 3. — Les diverses mesures relatives à l'as-

siette de lignes de douane, et toutes dispositions nécessaires pour l'introduction du régime français dans ces territoires, pourront être réglées par décrets impériaux rendus avant le 1^{er} janvier 1861. Ces décrets auront force de loi.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 juin 1860.

Le président, Signé : TROPLONG.

Les secrétaires,

Signé : Comte DE GROSSOLLE,

FLAMARENS, DE MAUPAS, BARON T. DE LACROSSE.

Le sénateur-secrétaire,

Signé : BARON T. DE LACROSSE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au *Bulletin des Lois*, soient adressées aux Cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Fontainebleau, le 12 juin 1860.

Signé : NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur,

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Signé : DELANGLE.

Le ministre d'Etat, Signé : Achille FOULD.

Un décret du même jour rendait applicables en Savoie et à Nice les lois pénales et d'instruction criminelle françaises à partir du jour de la réunion à la France de ses nouveaux territoires.

Un autre décret, en date du même jour, disposait :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation du présent décret, la justice sera rendue au nom de l'Empereur, dans le département de la Savoie, dans celui de la Haute-Savoie et dans l'arrondissement de Nice.

En conséquence, les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulés ainsi qu'il suit :

« Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut : »

(Copier l'arrêt, le jugement, le mandat de justice ou l'acte notarié.)

ART. 2. — Lesdits arrêts, jugements, mandats de justice et autres actes seront terminés ainsi :

« Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis, de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc., etc.) à exécution; à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance

« d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers
« de la force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils
« en seront légalement requis.

« En foi de quoi, le présent arrêt (ou jugement,
« etc., etc.) a été signé par... »

Enfin, le 14 juin 1860, à Chambéry, l'annexion était matériellement accomplie, ce que le sénateur de l'Empire, commissaire extraordinaire, annonçait à la population par la proclamation suivante :

HABITANTS DE LA SAVOIE,

Vos vœux sont accomplis ! Munis des pleins pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur, je viens de signer, avec le commissaire extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, l'acte qui constate la remise du territoire savoisien et sa réunion à la France.

A dater de ce jour, vous êtes Français par la nationalité comme vous l'étiez déjà par tous vos sentiments. C'est donc au nom de l'Empereur que je vous reçois dans la grande famille qui est heureuse et fière de vous ouvrir ses rangs. Confondus avec les nôtres, vos intérêts seront désormais l'objet de la constante

sollicitude du Souverain qui a porté si haut la gloire
et la prospérité de la France.

Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice !

Vive le Prince Impérial !

Chambéry, le 14 juin 1860.

Le Sénateur de l'Empire, commissaire extraordinaire,

A. LAITY.

II

La Cour de Chambéry de 1860 à nos jours

Le jour même où l'annexion de la Savoie est un fait accompli, commence l'histoire de la Cour d'appel de Chambéry. Le 14 juin 1860, en effet, à 2 heures de l'après-midi, le sénateur Laity se rendait au Palais de Justice en grande pompe. « Sa voiture (*Courrier des Alpes*, 16 juin 1860) était précédée et suivi d'un détachement de dragons arrivés à Chambéry quelques jours auparavant, et dont la magnifique tenue était remarquée. » Le commissaire extraordinaire allait recevoir le serment des membres de la Cour d'appel : ceux-ci restaient, en effet, en fonctions, comme magistrats français, en vertu des actes suivants :

L'article 5 du traité de Turin du 24 mars 1860 avait disposé : « Le gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza), et qui deviendront sujets français, des droits

qui leur sont acquis par les services rendus au gouvernement sarde; ils jouiront notamment du bénéfice résultant de l'inamovibilité pour la magistrature et des garanties assurées à l'armée. »

Et, le jour même du *Senatus-Consulte* d'annexion le 12 juin 1860, le gouvernement français fit aux magistrats des pays annexés une application très large et bienveillante du traité par le décret suivant :

Napoléon, etc. ;

Voulant assurer le service judiciaire dans les territoires réunis à la France, en vertu du traité signé par S. M. l'Empereur des Français et par S. M. le Roi de Sardaigne, le 24 mars 1860 ;

Sur le rapport de notre garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice ;

Vu le *Senatus-Consulte* du 12 juin 1860,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les magistrats dont se composent actuellement la Cour d'appel de Chambéry, les tribunaux d'arrondissement et les justices de mandement dans la Savoie et dans l'arrondissement de Nice, continueront à remplir leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils aient été confirmés par nous, ou qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

Il en sera de même des greffiers et autres officiers attachés à ces juridictions.

Cette disposition est applicable à ceux même d'entre les magistrats et officiers ministériels qui ne seraient pas originaires des provinces réunies à l'Empire français.

ART. 2. — Notre garde des Sceaux, etc.

Fait au palais de Fontainebleau, le 12 juin 1860,

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'État au département de la Justice,

DELANGLE.

Le chef du parquet de la Cour, l'avocat fiscal général Bianchi de Castagni, voulut pourtant rester au service de la maison de Savoie : en qualité de commissaire extraordinaire de Victor-Emmanuel II, il signa, le 14 juin, avec le sénateur Laity, l'acte de remise de la Savoie à la France. La veille, son successeur avait été nommé et avait aussitôt prêté serment entre les mains de l'Empereur, au palais de Fontainebleau : c'était le procureur général impérial près la Cour de Nancy Millevoye.

Le premier président Girod devait, lui aussi, être admis à prêter serment devant Napoléon III, peu après. Tous les autres membres de la Cour de Chambéry prêtèrent serment le 14 juin 1860 entre les mains du sénateur Laity, commissaire extraordinaire; et le

premier registre des serments de magistrats de la Cour française de Chambéry débute par le procès-verbal suivant :

Aujourd'huy quatorze juin mil huit cent soixante,

Les membres composant la Cour Impériale de Chambéry, aux personnes de MM. :

Gd-Officier	PICOLET	Laurent	Prés ^t de S ^{on}
Officier	MONOD	Stanislas	Conseiller
id.	MARESCHAL	Laurent	id.
id.	CLERT	Jean-Fr.	id.
id.	BOUVIER	Joachim	id.
id.	DULLIN	Pierre	id.
id.	DUPASQUIER	Charles	id.
id.	NICOUD	Marc	id.
Chevalier	DE CHATILLON	Louis	id.
id.	PERNAT	Luc	id.
id.	FALQUET	Ferdinand	id.
id.	DE BLAY	Joseph	id.
id.	CURTON	Joseph	id.
id.	DUBOULOZ	Jacques	id.
id.	HUGARD	Claude	id.
id.	DUBOIN	Joseph	id.
id.	DE TOURS	Ernest	id.

Les membres du parquet du procureur général aux personnes de MM. :

Chevalier GALLAY	Antoine	Substitut
id. DÉNARIÉ	Louis	id.
id. COLLOMB	Gaspard	id.
id. ORSAT	Alexandre	id.
id. PIAGET	Edouard	id.
id. BOUVIER	Aimé	id.

Les membres du bureau des pauvres :

Chevalier M ^{rs} DE LA CHAMBRE	Octave	Avocat
id. PORTIER	Jean-B ^{te}	Substitut
id. LARACINE	Edouard	id.
id. GOYBET	Alexis	id.

Se sont réunis au Palais de Justice, revêtus de la robe rouge, pour prêter le serment prescrit par la Constitution, entre les mains de S. E. M. Laity, sénateur de l'Empire, chargé par S. M. l'Empereur de recevoir le serment de la Magistrature savoisienne, suivant dépêche de S. E. le garde des Sceaux ministre de la Justice en date du 11 juin courant, dont il a été donné lecture et qui sera annexée au présent.

Tous les susnommés ayant été présentés à S. E. par le président Picolet, S. E. a donné lecture de la formule du serment :

« Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur. »

« Je jure aussi et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. »

S. E. a fait l'appel nominal, et MM. Picolet, Monod, Mareschal, Clert, Bouvier, Dullin, Dupasquier, Nicoud, de Châtillon, Pernat, Falquet, de Blay, Curton, Dubouloz, Hugard, Duboin, de Tours, Gallay, Dénarié, Collomb, Orsat, Piaget, Bouvier, de la Chambre, Portier, Laracine, Goybet, Bouttaz et Guillermet, successivement appelés, ont chacun levé la main et dit :

Je le jure.

Le présent procès-verbal a été dressé d'ordre de S. E. M. le sénateur Laity, qui le signera, ainsi que M. le président Picolet.

A. LAITY.

PICOLET P.

Voici maintenant le texte de la dépêche du garde des Sceaux, qui a été, en effet, intercalée dans le registre :

MINISTÈRE
DE LA
JUSTICE

Paris, le 11 juin 1860.

CABINET
DU
Garde des Sceaux

Monsieur le Sénateur,

Après avoir pris les ordres de l'Empereur, j'ai l'honneur de vous transmettre les intentions de Sa Majesté pour la réception du serment des membres de la Magistrature savoisienne.

Sa Majesté vous charge de recevoir ces serments, en vertu des pouvoirs qu'Elle vous a conférés. Mais afin de rendre plus facile et plus prompt l'accomplissement du nouveau service qu'Elle attend de vous, Sa Majesté désire que vous receviez le serment des membres de la Cour impériale de Chambéry et que vous déléguiez ensuite au premier président de cette Cour la faculté de recevoir les serments des présidents et procureurs impériaux des tribunaux des départements.

A son tour, M. le Premier Président déléguera à MM. les Présidents des tribunaux la même faculté à l'égard des juges, des substituts et des juges de paix.

Agréez, Monsieur le Sénateur, l'assurance de ma haute considération.

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,
DELANGLE.

Après s'être acquitté, le 14 juin 1860, de la principale partie de sa tâche, le sénateur Laity acheva de se conformer aux instructions reçues, en signant le lendemain la délégation suivante :

Le Sénateur, Commissaire impérial extraordinaire pour la Savoie, délégué par S. M. l'Empereur pour recevoir le serment des membres de la Magistrature savoisiennne, délègue le premier président de la Cour impériale de Chambéry pour recevoir le serment des présidents et des procureurs impériaux des tribunaux d'arrondissements, avec faculté aux premiers de recevoir le serment des juges, substitués, procureurs impériaux, et des greffiers de leurs tribunaux respectifs, et des juges et des greffiers des mandements de leur ressort.

Chambéry, le 15 juin 1860,

A. LAITY.

En fait, ce fut le président Picolet qui reçut le serment des présidents et des procureurs impériaux des tribunaux du ressort : le premier président Girod, qui devait être confirmé dans ses fonctions ou « institué » par un décret du 4 août 1860, se trouvait à ce moment à Paris. Le 18 juin 1860, en effet, il était ad-

mis à l'honneur de prêter serment entre les mains du souverain lui-même, aux Tuileries, ainsi qu'en fait foi le procès-verbal suivant, incorporé, lui aussi, au premier registre des serments de la Cour de Chambéry :

PROCES-VERBAL

Aujourd'hui, dix-huit juin, mil huit cent soixante, M. Girod, premier président de la Cour impériale de Chambéry, s'est rendu au palais des Tuileries pour prêter, entre les mains de Sa Majesté l'Empereur, le serment prescrit que la Constitution, en présence de M. Fould, ministre d'Etat.

M. Delangle, garde des Sceaux, ministre de la Justice, a présenté ce magistrat à Sa Majesté.

Le garde des Sceaux a lu la formule du serment :

« Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur. »

« Je jure aussi et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat. »

M. Girod a levé la main et dit :

« Je le jure. »

Le présent procès-verbal a été dressé par nous,

ministre d'Etat, et signé, avec nous, par le garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la Justice.

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Signé : DELANGLE.

Le ministre d'Etat,

Signé: Achille FOULD.

Pour ampliation :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général,

LASCOUR.

(Sceau du ministère de la Justice.)

Le premier président Girod regagnait aussitôt Chambéry, où, le 28 juin 1860, il présidait à l'installation solennelle du procureur général Millevoye. Cette cérémonie, entourée de toute la pompe que commandaient à la fois les hautes fonctions de ce magistrat et la majesté de la justice, s'accomplit avec un appareil imposant.

Avant l'ouverture de l'audience, des détachements de soldats d'infanterie en grande tenue formaient la haie dans la cour et les salles du Palais de Justice. Dans l'enceinte réservée, avaient pris place l'archevêque, le préfet, les officiers généraux et supérieurs, le maire, les chefs de service, le tribunal de première instance, les avocats et les avoués à la Cour.

A onze heures, deux conseillers en robes rouges, députés par la Cour, allaient inviter le procureur général à se rendre au Palais de Justice : une voiture escortée de gendarmes à cheval l'y menait et, au haut du grand escalier, il était reçu par une députation de la Cour et conduit à la chambre du conseil.

Puis il était introduit dans la grande salle, où toute la Cour était en séance, et M. Gallay, qui remplissait les fonctions de premier avocat général, prononçait une harangue pompeuse, qui débutait ainsi : « En présence de cette solennité imposante qui inaugure enfin chez nous la mise en œuvre des institutions judiciaires de la France ; en face d'une assemblée où l'Eglise et l'Etat sont représentés par leurs plus hauts dignitaires, notre pensée se reporte d'elle-même, et au puissant monarque au nom duquel nous siégeons ici ; et aux destinées nouvelles que prépare à la Savoie sa réunion à la mère-patrie. » Dans sa péroraison, il rappelait éloquemment la personne de son ancien chef : « Qu'il nous soit permis maintenant de payer un juste tribut de regrets au magistrat éminent placé naguère à notre tête. Après avoir vécu longtemps parmi nous, et comme conseiller de cette Cour, et comme chef de parquet, M. le commandeur Bianchi di Castagni emporte l'estime et l'affection de tous, car il aimait la Savoie comme s'il eût été l'un de ses enfants. De près et de loin, il en défendit avec ardeur

les intérêts et les droits ; le pays lui en est reconnaissant. »

Après lecture des pièces officielles, le premier président déclarait, au nom de la Cour, le procureur général installé dans ses fonctions, puis il le haranguait à son tour, « en des paroles écoutées avec intérêt et accueillies par de nombreuses marques d'approbation » — constate le *Courrier des Alpes* du 30 juin 1860.

D'après ce même journal, le procureur général répondit ensuite par un « remarquable discours, fréquemment interrompu par les témoignages de la plus vive sympathie, qui produisit sur tout l'auditoire une profonde impression ».

Enfin, sur sa déclaration qu'il n'avait aucunes réquisitions à formuler, le premier président prononça que l'audience solennelle était levée.

Chose assez curieuse, les registres de la Cour — registre des serments et registre des délibérations — ne portent pas trace de cette installation : et il faut aller jusqu'au 18 août 1860 pour trouver un procès-verbal de prestation de serment et d'installation de membres de la Cour. Mais alors celle-ci est à peu près définitivement constituée, un décret du 28 juillet 1860 ayant nommé son premier « premier avocat général », et un autre décret, beaucoup plus important celui-là, du 4 août, ayant d'une part « institué »,

c'est-à-dire maintenu en fonctions ses anciens premier président et conseillers, — à l'exception d'un seul, qui fut, lui, admis à l'honorariat ainsi que le président Picolet, — d'autre part nommé ses nouveaux membres.

Le 23 juin 1860, la « loi portant répartition des territoires de la Savoie et de Nice en ressorts de Cours impériales et en départements » n'avait que consacré solennellement le maintien de la Cour de Chambéry, en disposant, dans son article 2 : « Les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie forment le ressort d'une Cour impériale dont le siège est à Chambéry. »

Sa composition fut fixée seulement par un décret du 1^{er} août 1860, portant dans son article premier : « La Cour impériale de Chambéry se compose d'un premier président, de trois présidents de chambre, de vingt conseillers, d'un procureur général, de deux avocats généraux, de deux substituts du procureur général, d'un greffier en chef et de quatre commis-greffiers. » Complètement exécuté dès le 4 août 1860 en ce qui concerne la Cour et le parquet, ce décret ne fut appliqué que quelques mois après pour le greffe ; le 15 décembre 1860, un décret ayant nommé son greffier en chef, la Cour est enfin pourvue de tout son personnel réglementaire.

Il en fut ainsi jusqu'au 8 août 1874 ; à cette date, l'un des présidents de chambre de la Cour fut admis

à l'honorariat et il ne lui fut pas donné de successeur. C'est la première diminution subie par la Cour, car le décret du 16 novembre 1870 avait simplement supprimé — dans toutes les Cours — le titre de premier avocat général, le nombre des avocats généraux restant le même. Mais ce n'était que le prélude d'une réduction autrement grave : celle de 1883. La Cour de Chambéry fut sans doute la plus durement atteinte par la réforme de l'organisation judiciaire. En vertu de la loi du 30 août 1883, de ses trois chambres, une seule était maintenue, et son personnel, réduit de moitié, ne comprenait plus qu'un premier président, un président de chambre, neuf conseillers, un procureur général, un avocat général, un substitut du procureur général, un greffier en chef et deux commis-greffiers. Enfin, mettant le comble à ces réductions, la loi de finances du 25 février 1901 a encore ordonné la suppression à Chambéry — comme dans la plupart des Cours — d'un poste de conseiller, mais, conformément au principe d'immovibilité cette fois, par voie d'extinction : il est devenu vacant et a été supprimé le 27 avril 1901. Désormais, la Cour de Chambéry est la moins nombreuse de France, exception faite de celle de Bastia, qui ne compte plus, elle, que sept conseillers.

Mais enfin, la Cour de Chambéry subsiste du moins : depuis l'annexion, son existence a pourtant été me-

nacée, à trois reprises. En 1870 d'abord : le Corps législatif fut saisi de projets de réforme judiciaire risquant d'entraîner la disparition de la Cour. Les députés de la Savoie se rendirent alors auprès du garde des Sceaux, M. Emile Ollivier, pour lui faire remarquer que le maintien de la Cour figurait au nombre des conditions expressément convenues au moment de l'annexion, qu'il était donc souverainement impolitique d'y déroger. Une lettre du sénateur Laity, l'ancien commissaire extraordinaire de 1860, fut produite au ministre à l'appui de ces affirmations. Le garde des Sceaux n'hésita pas alors, et, reconnaissant que la parole de la France était engagée, déclara que la Cour d'appel de Chambéry serait maintenue.

Nouvelle alerte, et plus grave, en 1882 : la réforme judiciaire se préparait. La proposition de loi Martin-Feuillée supprimait nominalement huit Cours d'appel, au nombre desquelles était celle de Chambéry, dont le ressort était réuni à celui de Grenoble — comme il l'était déjà dans une première proposition présentée peu après la guerre par M. Béranger. Moins radical, le projet de loi déposé par le garde des Sceaux Humbert permettait simplement (art. 6) de supprimer les Cours qui avaient rendu moins de 200 arrêts contradictoires en moyenne pendant les cinq dernières années, le nombre des suppressions ne pouvant pourtant dépasser sept.

La Cour de Chambéry, prononçant moins de 200 arrêts contradictoires par an, se trouvait ainsi menacée de suppression. Ces projets, le premier surtout, qui faisait si bon marché de la parole donnée, en 1860, par le gouvernement de la France, causèrent en Savoie une véritable consternation. Deux mémoires décisifs parurent coup sur coup ; celui de la Chambre de Commerce de Chambéry et celui délibéré par tous les barreaux de la Savoie. Ce dernier fut remis au garde des Sceaux par un magistrat illustre, originaire de la Savoie, le premier président de la Cour de cassation Mercier.

Mieux éclairé, le gouvernement n'hésita pas à reconnaître les droits un instant menacés des populations de la Savoie et à leur promettre pleine et entière satisfaction.

Le 15 mars 1882, le préfet de la Savoie communiquait au Conseil municipal de Chambéry, en réponse à sa protestation, les assurances formelles que lui avait données le garde des Sceaux : « Je vous autorise à faire savoir à M. le Maire et au Conseil municipal de Chambéry, que le gouvernement s'est déjà occupé de la Cour de Chambéry et qu'il a été décidé, en Conseil des ministres, à l'unanimité, que cette Cour serait maintenue, pour des raisons d'ordre politique supérieur ; et que si la suppression de cette Cour était proposée au Parlement, le garde des

Sceaux combattrait cette proposition au nom du gouvernement.

Le 23 mars suivant, le premier président Mercier et le procureur général Melcot confirmaient la bonne nouvelle au bâtonnier de Chambéry, par des lettres, soigneusement conservées aux Archives du Barreau de Chambéry.

Dix-neuf ans plus tard, cependant, le ministre de la Justice s'exprimait incidemment, à la tribune du Sénat, au cours de la discussion du budget, en des termes tels qu'il était impossible de ne pas y voir une menace directe de suppression de la Cour de Chambéry, à plus ou moins brève échéance. Aussitôt, M. le sénateur de la Savoie Perrier protestait avec énergie et rappelait un incident significatif qui s'était produit le 25 janvier 1893, à la séance de la Chambre des députés, dont il faisait alors partie. Au cours de la discussion du budget de la Justice, une allusion ayant été faite à la suppression possible de la Cour, M. Perrier s'était écrié : « Vous ne pouvez pas toucher à la Cour de Chambéry, elle a des droits acquis. » — « Soyez tranquille, lui avait répondu le rapporteur, il n'y sera pas touché. »

Devant cette intervention, le garde des Sceaux, sans retirer la menace, se bornait à en différer l'exécution. Ce simple renvoi *sine die* ne pouvait suffire à la Savoie : indépendamment d'une intervention par-

lementaire, toute une série de manifestations s'y produisit. Les journaux de toutes nuances entreprirent une vigoureuse campagne en faveur du maintien de la Cour, des vœux en ce sens furent successivement émis par l'Académie de Savoie, par le barreau de Chambéry, par son Conseil municipal, par le Conseil général de la Savoie. Enfin, un Comité de défense des droits acquis de la Savoie fut formé, qui nomma une commission d'études : en son nom, l'ancien bâtonnier Descotes présentait, le 26 avril 1901, un rapport au Comité réuni en assemblée générale, qui, à l'unanimité, en adoptait les conclusions et décidait son impression et sa transmission, à titre de mémoire du Comité tout entier, au gouvernement et aux Chambres.

Regrettant les réductions successives qu'avait subies la Cour de Chambéry, — la dernière venait d'être décidée, — M. Descotes se demandait : « Faudra-t-il donc que, par une exécution définitive et radicale couronnant cette série de brèches pratiquées dans le pacte d'annexion, nous soyons appelés à voir la France détruire ce qui reste d'une institution dont le maintien a été l'une des conditions du contrat intervenu entre elle et la Savoie ? »

Il n'en a heureusement rien été : la Savoie conserve la haute juridiction, à laquelle elle est si attachée pour de nombreuses et excellentes raisons. On ne peut que

s'en applaudir : « Est-ce pour une question de mesquines économies, écrivait fort justement le *Temps* du 28 avril 1901, ou parce que la Cour de Chambéry juge moins de deux cents affaires annuellement, qu'il faut froisser les intérêts de ces loyales populations ? Personne ne voudra le soutenir, et, d'ailleurs, rien n'empêche, si l'on tient absolument à tenir compte de ce dernier ordre d'idées, de rattacher le département de l'Ain au ressort de Chambéry. »

En raison de la date relativement récente de l'annexion définitive de la Savoie à la France, la Cour de Chambéry n'a connu qu'un changement de régime politique, celui de 1870. Et l'établissement de la troisième République ne se manifeste sur ses registres que par la modification de son appellation : la Cour impériale devient la Cour d'appel ; car l'ajournement des travaux d'aménagement de la salle des séances solennelles de la Cour n'eut d'autre raison, comme l'écrivit au premier président le nouveau préfet Guiter, en une lettre non datée transcrite sur le registre des délibérations de la Cour, à la place qu'aurait dû occuper le procès-verbal de l'audience solennelle de rentrée, qui ne fut pas tenue « l'Année Terrible », que la décision du gouvernement de surseoir à toute dépense n'intéressant pas la défense nationale. Et aussi par le changement d'un seul magistrat : le procureur général impérial révoqué fut remplacé par un

avocat de Chambéry, M. Finet, dont la carrière fut mouvementée : révoqué à son tour le 30 mai 1873, à l'arrivée au pouvoir du maréchal de Mahon, M. Finet devait revenir cinq ans plus tard siéger comme conseiller à la Cour de Chambéry, le 4 janvier 1878 ; et le 13 novembre 1883, admis à la retraite, il recevait l'honorariat de président de chambre. Six procureurs généraux se succédèrent d'ailleurs à Chambéry de 1870 à 1879. Quant aux autres magistrats, la politique ne fut peut-être pas étrangère aux nombreuses mises à la retraite d'office décrétées le 15 septembre 1883, après la loi de réorganisation judiciaire, dont l'article 11 suspendait transitoirement le bénéfice de l'inamovibilité.

À la fin de l'Empire, la Cour de Chambéry, qui avait reçu en 1860 (délibération du 3 septembre), pour orner les murs de sa salle des audiences solennelles, un portrait en pied de l'Empereur, l'avait assuré de son dévouement, dans deux adresses, l'une à l'occasion de l'attentat de Berezowsky, l'autre après le plébiscite qui consacrait l'Empire libéral ; en voici la teneur :

ADRESSE A S. M. L'EMPEREUR

Sire,

La Cour impériale de Chambéry, profondément émue à la nouvelle de l'attentat dirigé contre l'empereur de Russie, votre hôte, et dont Votre Majesté

Elle-même aurait pu être victime, vient déposer à vos pieds l'expression de sa reconnaissance la plus vive envers la Providence qui a si manifestement protégé vos jours. Puisse le ciel continuer à Votre Majesté, pour le bonheur de la France et pour la paix de l'Europe, cette protection dont il l'a jusqu'ici toujours entourée et dont il a couvert également la Souveraine illustre dont la présence parmi nous est un hommage rendu à la supériorité de nos arts et de notre industrie, à la politique généreuse de Votre Majesté et à la gloire de la France.

Chambéry, au Palais de Justice, le 8 juin 1867.

Signé : DUPASQUIER, MOURIER, KLECKER,
GREYFIÉ, PERNAT, DE BLAY, CURTON, BOI-
LEUX, DULLIN, OUDART, HUGARD, LAURENT,
DE LA CHAMBRE, GROS, DUBOULOZ, DE VIRY,
PORTIER, DUBOIN, GUILLET, DENARIÉ, LE-
ROY, BOUVIER, MORAND, ARMINJON, MAUREL,
DIFFRE, GUILLERMET.

A S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS

Sire,

A l'appel de Votre Majesté, la Nation a, de nouveau, fait entendre sa voix.

En acclamant les réformes libérales dues à Votre initiative, elle a prouvé, en même temps, sa confiance dans la sagesse de Votre gouvernement, son attache-

ment inviolable à Votre Dynastie, et le dégoût que lui inspirent les théories insensées de quelques hommes égarés et pervers qui ne reculent devant aucun moyen, pas même devant le crime, pour atteindre leur but.

Sire, Votre Cour impériale de Chambéry est animée des mêmes sentiments de reconnaissance et d'amour; elle remercie Dieu de la protection dont il entoure Votre Majesté, et sous Votre égide tutélaire, elle a foi dans l'alliance durable de l'ordre et de la liberté.

Nous sommes, Sire, de Votre Majesté, les très humbles serviteurs et les fidèles sujets.

Cette adresse a été signée — ajoute le registre — par tous les membres de la Cour et du parquet, à l'exception de MM. Portier du Belair et Arminjon, qui sont absents pour cause de congé légal. Elle est partie par le courrier du 19 mai 1870.

Depuis 1870, aucune délibération analogue n'a été prise : ni lors de l'assassinat du président Carnot, ni à la mort du président Félix Faure, ni après l'attentat de la rue de Rohan, où le président Loubet et son hôte, le roi d'Espagne Alphonse XIII, faillirent trouver la mort. En 1910 seulement, la Cour présenta ses hommages au président Fallières, venu à Chambéry

pour les fêtes du cinquantenaire de l'annexion, de même qu'elle avait, en août 1860, salué Napoléon III lors de son voyage dans sa nouvelle province.

Et si, en 1911, les membres de la Cour offrirent un banquet à M. le sénateur Perrier, ancien avoué près le tribunal de première instance de Chambéry, à l'occasion de son élévation au ministère de la Justice, ce fut à titre purement privé, et les registres de la Cour n'en gardent pas trace.

L'on y trouve, par contre, maintes délibérations attestant la bienfaisance, le patriotisme et l'attachement aux intérêts locaux de la Cour, ainsi que son pieux souvenir envers ses morts. Bornons-nous à rappeler que, le 15 août 1865, elle se fit un devoir d'assister tout entière à l'inauguration de la statue de l'illustre président Favre ; que, le 23 août 1881, elle vota une subvention pour réparer son tombeau ; que, de 1873 à 1892, elle prit cinq délibérations pour assurer la garde des archives spéciales de l'ancien Sénat de Savoie ; que, reprenant la tradition d'encourager la jeunesse, — de 1862 à 1868, la Cour délégua une commission pour assister à la distribution des prix du lycée, — ses chefs ont honoré de leur présence, en 1913, une fête de préparation militaire ; que, le 12 juin 1902, elle décida d'assister au service funèbre célébré pour les victimes de la catastrophe de la Martinique. Leur misère ne la laissa pas insensible ; elle

s'est intéressée aussi à l'aviation militaire ; et jamais les indigents de Chambéry, ni les œuvres de patronage ne se sont adressées en vain à la générosité de la Cour.

Chaque année, jusqu'en 1885, la Cour commença ses travaux le 3 novembre pour les clôturer au 30 août, à l'instar, d'ailleurs, des autres Cours de France. Le décret du 4 juillet 1885, encore en vigueur à la Cour de cassation, reporta au 15 août le commencement des vacances judiciaires, les limitant au 16 octobre. Pour les Cours et tribunaux, ces dispositions ont été abrogées à la date du 29 mai 1910, où un décret est intervenu, disposant : « Les vacances des chambres civiles des Cours d'appel et des tribunaux de première instance commenceront le 1^{er} août et se termineront le 1^{er} octobre. »

L'année judiciaire s'ouvre par une audience solennelle, qui a été précédée, jusqu'en 1901, de la messe du Saint-Esprit, ou Messe Rouge, célébrée à la chapelle de la Cour, le plus souvent par l'archevêque de Chambéry. Cinq ans avant la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, le 22 décembre 1900, une circulaire du garde des Sceaux, rendue conformément à une résolution de la Chambre des députés en date du 11 précédent, a supprimé la Messe du Saint-Esprit, en interdisant absolument aux Compagnies judiciaires d'ouvrir aucune délibération sur ce sujet.

Celles-ci devaient désormais, en outre, s'abstenir de prendre part, en tant que corps constitués, à toute manifestation intérieure ou extérieure d'un culte autre que les cérémonies funèbres.

L'audience de rentrée, qui n'est plus guère aujourd'hui qu'une formalité, revêtait jadis un certain appareil, et c'était devant des invités nombreux et choisis que l'un des membres du parquet prononçait, en même temps que l'éloge des magistrats disparus ou arrivés à la retraite au cours de l'année, une harangue sur un sujet historique ou judiciaire.

La tradition des discours de rentrée a pris fin de par le décret du 10 juillet 1903 : le sujet des discours prononcés aux audiences de rentrée de la Cour depuis sa fondation et le nom de leurs auteurs semblent devoir être ici rappelés. En voici la liste :

1860. — *De l'administration de la justice.* M. BURIN
DES ROZIER, premier avocat général.
1861. — *Des études de droit comparé. Le bureau des
pauvres en Piémont. L'assistance judi-
ciaire en France.* M. DIFFRE, avocat gé-
néral (lu par M. JOLIBOIS, procureur gé-
néral).
1862. — *De la mission du ministère public.* M. JOLI-
BOIS, procureur général.
1863. — *Du concours de la Savoie aux progrès de la*

langue française. Travaux de Vaugelas.

M. MAUREL, premier avocat général.

1864. — *De la détention préventive.* M. MOURIER, procureur général.

1865. — *Le Sénat de Savoie aux XVII^e et XVIII^e siècles.* M. GROS, substitut du procureur général.

1866. — *Etude sur Saint-Réal.* M. LEROY, substitut du procureur général.

1867. — *Des juges de paix. Attributions conciliatoires et judiciaires.* M. DIFFRE, avocat général.

1868. — *Le cardinal Gerdil.* M. ARMINJON, substitut du procureur général.

1869. — *Joseph de Maistre. Ses œuvres, leur influence.* M. GIMELLE, avocat général.

1870. — Pas d'audience solennelle de rentrée.

1871. — *Discours* (allocution de circonstance). M. FINET, procureur général.

1872. — *Jacques Replat, sa vie et ses œuvres.* M. GRAND, substitut du procureur général.

1873. — *De la propriété foncière en Angleterre.* M. MAUREL, premier avocat général.

1874. — *Montesquieu. L'esprit des lois, son influence.* M. GIMELLE, avocat général.

1875. — *L'ancienne et la nouvelle justice criminelle*

de la Savoie. M. PACORET DE SAINT-BON, substitut du procureur général.

1876. — *Du maintien de la discipline.* M. MELCOT, avocat général.

1877. — *De la réforme du notariat.* M. TAPPÉ, avocat général.

1878. — *De l'extradition.* M. LÉON MARESCHAL, substitut du procureur général.

1879. — *Fodéré, médecin légiste.* M. BLOCH, avocat général.

1880. — *Un magistrat français en Savoie sous Henri IV et Louis XIII (Le président souverain Claude Expilly).* M. BAILLY, substitut du procureur général.

1881. — *De l'organisation judiciaire et de la réforme du Code de procédure.* M. BARTHOLOMOT, avocat général.

1882. — *Des destinées du droit testamentaire.* M. LE GALL, substitut du procureur général.

1883. — *Les Archives du Sénat de Savoie.* M. LASERRE, procureur général.

1884. — *Etude sur le nouveau Code pénal des Pays-Bas.* M. MOLINÉS, avocat général.

1885. — *De la répression devant le jury.* M. MOLINÉS, avocat général.

1886. — *Les associations ouvrières.* M. LANABÈRE, procureur général (lu en son nom par

M. BILLECARD, substitut du procureur général).

1887. — *Sur l'indépendance du pouvoir judiciaire.*

M. LAROCHE, procureur général.

1888. — *Du témoignage en matière criminelle.* M. MOLINES, avocat général.

MOLINES, avocat général.

1889. — *Le droit moderne et la liberté.* M. NOGUÈRES, avocat général.

1890. — *Eloge de M. Roissard.* M. MOLINES, procureur général.

1891. — *Des progrès du droit international public au XIX^e siècle.* M. NOGUÈRES, avocat général.

1892. — *Le Sénat souverain de Savoie.* M. NOGUÈRES, avocat général.

1893. — *La réforme du Code pénal français.* M. MOLINES, procureur général.

1894. — *Les précurseurs de l'anarchie.* M. ORSAT, avocat général.

1895. — *De la nécessité de quelques réformes dans l'organisation de la police judiciaire.* M. JULLIEN, substitut du procureur général.

1896. — *La moralité en littérature.* Alexandre Dumas. Paul Bourget. Emile Zola. M. ORSAT, avocat général.

1897. — *Le juge d'instruction et les droits de la dé-*

fense à l'information préparatoire devant le Parlement. M. PAGE, substitut du procureur général.

1898. — *L'éducation correctionnelle. France. Suisse. Grand-Duché de Bade.* M. ORSAT, avocat général.

1899. — *Les transformations et les progrès de la loi pénale. Une réforme pratique immédiatement réalisable.* M. PAGE, substitut du procureur général.

1900. — *La femme dans la loi suisse.* M. ORSAT, avocat général.

1901. — *Les auxiliaires de la justice.* M. GENSOUL, procureur général.

1902. — *Les animaux devant l'opinion et la loi.* M. PAGE, substitut du procureur général.

Aussitôt après la rentrée, les audiences reprennent leur cours normal ; un roulement annuel, prescrit par un décret du 29 mai 1910, répartit les membres de la Cour en ses diverses formations : audiences civiles, chambre des appels de police correctionnelle, chambre des mises en accusation ; bien que la Cour n'ait qu'une chambre, ses membres ne siègent tous à la fois que pour les audiences solennelles.

Le nombre et les heures d'audience ont souvent va-

rié depuis 1860, où ils avaient été fixés par le règlement de la Cour du 28 août, véritable code en 13 titres et 114 articles, qui, approuvé le 28 septembre par le garde des Sceaux, est encore en vigueur aujourd'hui, modifié sur quelques points par des délibérations postérieures, notamment le 5 novembre 1883. Les audiences civiles ont lieu les lundis, mardis et mercredis ; la chambre des appels de police correctionnelle siège le jeudi, et celle des mises en accusation le mercredi — avant ou après l'audience civile — quand les besoins du service l'exigent. Les audiences commencent à 1 h. $\frac{1}{2}$ en hiver, à 8 h. $\frac{1}{2}$ du matin du 1^{er} mai à la rentrée. La chambre des vacations, dont la composition est fixée chaque année par une délibération de la Cour, se réunit le mercredi quand il y a des affaires, ou même en cas d'urgence un autre jour.

Quant au service des assises, il a été réglé par la première délibération de la Cour, en date du 10 juillet 1860 : les assises de la Savoie se tiennent le 2^e mois de chaque trimestre, celles de la Haute-Savoie le 3^e. Chambéry a donc ses sessions en février, mai, août et novembre ; Annecy, en avril, juillet, octobre et janvier. Des sessions supplémentaires ont lieu quand les besoins du service l'exigent.

En dehors des audiences réglementaires, la Cour, comme toutes les Cours d'appel du reste, tient annuellement certaines réunions périodiques provoquées

par la nécessité du fonctionnement judiciaire du ressort. La plus importante est celle de la Mercuriale, où le procureur général présente à la Cour, conformément à l'article 8 de la loi du 20 avril 1810, le résumé des travaux juridiques de toutes les magistratures du ressort. Le chef du parquet et la Cour distribuent à cette occasion aux tribunaux l'éloge ou le blâme, suivant qu'ils ont ou non montré une activité suffisante dans l'expédition des affaires qui leur sont soumises, et, selon les circonstances, des critiques ou des conseils. Au début de l'année judiciaire, viennent l'examen des autorisations de plaider à accorder dans certains tribunaux aux membres de la corporation des avoués, la désignation des huissiers-audienciers de la Cour, celle des membres du bureau d'assistance judiciaire établi près la Cour d'appel. Les avis sur la suppression d'offices ministériels, sur les candidatures d'avoués près la Cour, les délibérations relatives aux gens de service de la Cour et aux autres questions d'ordre intérieur, telles que la discussion du budget, qui suscite parfois des difficultés — après rapport de la Commission administrative des questeurs de la Cour — doivent encore être mentionnés. Enfin, en vertu de la loi du 30 novembre 1892, la Cour désigne, au commencement de chaque année judiciaire, les médecins-experts près les tribunaux du ressort ; depuis le décret portant règlement d'adminis-

tration publique du 31 juillet 1906, pris en exécution de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires, elles désigne également chaque année des chimistes-experts, en attendant la mise en vigueur de la loi du 6 juillet 1913.

III

L'Œuvre de la Cour de Chambéry

La Cour de Chambéry étend sa juridiction sur deux départements, la Savoie et la Haute-Savoie, comprenant huit arrondissements. Cinq d'entre eux — Chambéry, Albertville, Saint-Jean de Maurienne, Annecy et Thonon — sont dotés, à leur chef-lieu, d'un tribunal de première instance et d'un tribunal de commerce. Dans les trois autres, — Moutiers, Bonneville, Saint-Julien, — le tribunal de première instance juge non seulement les affaires civiles et correctionnelles, mais encore celles de commerce. Elle connaît, en matière civile et commerciale, des appels de ces tribunaux.

Pour les affaires pénales, d'une part en matière de police correctionnelle, la Cour de Chambéry connaît des appels des jugements prononcés en matière de police correctionnelle par les huit tribunaux de première instance du ressort; et elle statue en premier et dernier ressort à l'égard des personnages visés par

les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle, et 10 de la loi du 20 avril 1810 ; sa chambre d'accusation statue sur les ordonnances des juges d'instruction et renvoie les affaires criminelles devant la Cour d'assises de la Savoie ou celle de la Haute-Savoie ; elle statue également sur les demandes de réhabilitation ; enfin, avec le jury pour les affaires contradictoires, ses membres composent en général exclusivement la Cour d'assises de la Savoie, et l'un de ses conseillers préside les assises de la Haute-Savoie, où d'autres de ses membres peuvent d'ailleurs être délégués.

Enfin, la Cour est la juridiction d'appel des décisions disciplinaires des Conseils de l'Ordre des avocats, et elle a une certaine compétence disciplinaire à l'égard des officiers ministériels du ressort.

Le *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1910*, paru en 1913, nous apprend qu'en 1910, la Cour de Chambéry a rendu 243 arrêts : c'est le plus faible chiffre des Cours de France. Ces 243 arrêts se décomposent ainsi : 116 arrêts en matière civile et commerciale, 94 en matière correctionnelle, 23 arrêts de la chambre d'accusation, 5 arrêts contradictoires de la Cour d'assises du chef-lieu, 5 arrêts sur réhabilitation.

En matière civile et commerciale, elle avait à juger 229 affaires, dont 87 restaient à juger de l'année pré-

cédente : 29 se terminèrent par transaction, désistement, etc., et la Cour rendit 101 arrêts contradictoires et 15 par défaut, de sorte qu'au 31 décembre, il lui restait 84 affaires à juger.

A la Cour d'assises de la Savoie, qui eut quinze jours de session, furent portées, en 1911, onze accusations concernant 17 accusés : 10 furent acquittés, 5 condamnés à des peines afflictives et infamantes (aucun à mort), 2 à des peines correctionnelles. Les crimes contre les personnes étaient un peu plus nombreux que ceux contre les propriétés (6 accusations et 9 accusés contre 5 et 8).

Le *Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1911*, paru en 1913, nous apprend, en outre, qu'en cette année 1911, la Cour de Chambéry jugea en appel 96 affaires concernant 125 prévenus; elle confirma 43 jugements,— les autres étant infirmés en tout ou en partie,— acquittant 16 prévenus et en condamnant 58. Cinq prévenus acquittés en première instance furent condamnés en appel, cinq condamnés en première instance acquittés en appel; pour 35 la peine fut aggravée, pour 3 diminuée; pour 3 enfin, la décision des premiers juges fut émanée ou modifiée par des arrêts déclarant la compétence ou l'incompétence de la juridiction correctionnelle. Dans deux affaires, une nouvelle comparution de témoins fut ordonnée.

Enfin, par application des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle, la Cour a jugé en premier et dernier ressort trois affaires correctionnelles, concernant un magistrat et deux gardes champêtres : tous trois furent acquittés.

Quant aux décisions disciplinaires, les statistiques sont muettes : elles ont été très rares à la Cour de Chambéry.

Indépendamment de ses arrêts et de ses délibérations, la Cour reçoit le serment de ses nouveaux membres, qu'elle installe séance tenante. Elle reçoit également le serment des magistrats et des avocats du ressort ainsi que ceux de ses greffiers et avoués. Procès-verbal en est dressé sur des registres différents pour les magistrats d'une part, et de l'autre pour leurs auxiliaires.

La dernière venue de toutes nos Cours d'appel, la Cour de Chambéry a trouvé, lors de sa création ou de sa transformation de 1860, une voisine, la Cour de Grenoble, dont les arrêts se publiaient régulièrement depuis longtemps déjà. Continuation du *Recueil raisonné des arrêts de la Cour de Grenoble*, le *Journal de la Cour de Grenoble*, qui date de 1858, fusionna, après l'annexion de la Savoie, avec la *Jurisprudence savoisiennne*, qui, sous le régime sarde, donnait les principales décisions de la Cour d'appel de Savoie : et, dès l'année 1861, paraissait le premier volume du

Journal des Cours impériales de Grenoble et de Chambéry, publié par l'Ordre des avocats et la Compagnie des avoués près la Cour de Grenoble, et rédigé par des avocats de Grenoble et de Chambéry. Le titre seul de ce recueil, relié chaque année en un volume, changea en 1871 : *Journal des Cours de Grenoble et de Chambéry ou Jurisprudence du Dauphiné et de la Savoie*.

Ainsi, les arrêts les plus importants de la Cour de Chambéry ne sont pas restés enfouis dans la poussière de son greffe : il n'en serait pas moins fort difficile d'exposer sa jurisprudence. L'autorité de la Cour de cassation, en effet, a uniformisé la jurisprudence des Cours d'appel au point qu'à peine est-il possible d'attribuer à certaines d'entre elles une part plus ou moins prépondérante dans l'évolution qui s'est faite sur certaines des questions juridiques qui ont passionné les auteurs. Bien des difficultés soulevées par l'interprétation du Code civil étaient d'ailleurs tranchées en 1860...

Nous nous bornerons donc ici à rappeler une crise douloureuse, vieille de dix ans déjà, et dont les conséquences se prolongent pourtant encore. Il y a quelques jours à peine, l'évocation en était faite à la Chambre des députés, en des termes véhéments... Mais ce n'est pas de l'épilogue pénal qui eut lieu à la Cour d'assises de la Haute-Savoie que nous avons ici

à parler, ce n'est pas du verdict qui condamna des meurtriers provoqués et acquitta des accusés de pillage — verdict de justice sociale pour les uns, verdict de la peur pour les autres : c'est du procès civil en responsabilité « Crettiez contre Ville de Cluses », qui fut solutionné, le 9 août 1913, par un arrêt de la Cour d'appel de Chambéry.

Cluses, ce modeste bourg de Savoie dont le nom même était autrefois ignoré, sauf peut-être des touristes, des lecteurs de Ruskin — et aussi des enfants apprenant leur manuel de géographie, où Cluses devait à son école nationale d'horlogerie l'honneur d'être rangé dans les « autres villes » de la Haute-Savoie — a conquis, en 1904, une triste célébrité. Qui, en France, n'a entendu parler des événements qui s'y déroulèrent de mai à la sanglante journée du 18 juillet ? nommer la famille Crettiez ? Claude Crettiez, le chef de la principale fabrique d'horlogerie de Cluses, d'origine paysanne, et ses quatre fils, qui travaillaient avec lui comme spécialistes ou ouvriers, ont connu la gloire douteuse de la première page des grands quotidiens. Et, dans le monde des juristes, « l'affaire des Cluses » — important exemple de la responsabilité des communes à raison des dommages causés par les attroupements — restera longtemps encore, sans doute, une de ces causes fameuses, qui s'évoquent au seul prononcé de

leur nom, comme celles de l'*Alabama* ou de la *Princesse de Bauffremont* !

L'industrie horlogère fit, durant de longues années, la fortune du Faucigny et en particulier du canton de Cluses, où elle avait été introduite vers 1720 : elle occupait, en 1904, environ 3.000 ouvriers, dont 1.925 adultes hommes. Ils ne songèrent pas à se syndiquer, disséminés qu'ils étaient dans le canton, jusqu'en 1901 : mais, le 4 février 1901, un premier syndicat s'étant formé à Scionzier, d'autres ne tardèrent pas à se constituer à Marnaz, à Vougy, enfin à Cluses même. M. Crettiez père a-t-il été hostile à ce syndicat ? On l'a prétendu, mais la véritable raison de la crise qui a sévi à Cluses de mai à juillet 1904 est d'ordre politique. Aux élections municipales du 1^{er} mai, la liste radicale, où figurait M. Michel Crettiez, conseiller sortant, l'aîné des quatre fils du célèbre patron horloger de Cluses, l'emporta sur la liste socialiste, patronnée par le citoyen Michaud, où figuraient des ouvriers. Dès le lendemain 2 mai, Crettiez père était dénoncé aux fureurs du syndicat dont les candidats avaient été évincés, et des manifestations révolutionnaires commençaient.

Le 7 mai, M. Crettiez congédiait sept ouvriers, dont deux n'étaient pas électeurs à Cluses et n'avaient pas voté ; il offrait de leur payer la huitaine d'usage et même de leur fournir du travail pendant trois semai-

nes pour leur donner le temps de se placer ailleurs. Cette réduction de personnel, depuis longtemps prévue, s'imposait par suite de la diminution constante des affaires : elle ne constituait pas une atteinte aux droits des ouvriers ni une provocation envers le syndicat.

Le jour même de leur congédiement, sans vouloir accepter leur huitaine ni l'offre bienveillante du patron, les sept ouvriers partent sur l'heure de l'atelier et s'opposent par la force à la rentrée de huit heures et demie du matin. Henri Crettiez va parlementer avec eux et leur propose de réduire la journée pour tous. Cette proposition si conciliante paraît tout d'abord leur convenir : mais, sous la pression occulte et néfaste des meneurs de leur syndicat, ils émirent finalement la prétention inacceptable que le patron n'employât que des ouvriers syndiqués et qu'il retirât tout emploi aux ouvriers ruraux travaillant en chambre et non employés à l'usine.

M. Crettiez ayant dû refuser, les ouvriers se déclarèrent aussitôt en grève. Cluses devint dès lors le théâtre d'une véritable jacquerie, qui, terrorisant l'autorité municipale trop faible, devait aboutir à des catastrophes. L'usine et le domicile privé de M. Crettiez deviennent le point de mire de la révolution sociale déchaînée ; ils sont l'objet d'attentats de jour en jour plus violents, provoqués et méthodiquement dirigés

par des meneurs rendant les honnêtes ouvriers égarés et amassés capables de prêter la main aux pires excès, comme toutes les foules.

Atteintes à la liberté du travail, menaces et scènes de violences se multiplient de la part des grévistes intransigeants, dont le parti pris de continuer une grève fomentée *per fas et nefas* éclate nettement à une réunion de conciliation tentée le 17 mai chez le juge de paix. Dans la soirée du 18, une scène effroyable se produit dans la soirée : l'usine et la maison de campagne de M. Crettiez subissent un premier assaut. Les troubles continuent le lendemain, et la situation est si grave que le maire prend un arrêté interdisant tout cortège de jour et de nuit jusqu'au 1^{er} août.

Du 19 mai au 19 juin, les grévistes étant tenus en respect par des forces suffisantes, les attroupements étant interdits et le maire veillant à l'exécution de son arrêté, la ville retrouve un calme apparent, mais le feu couve toujours sous la cendre. Dans cet intervalle, et même jusqu'au 16 juillet, date où les pourparlers furent définitivement rompus, diverses tentatives de conciliation eurent lieu par l'intermédiaire du sous-préfet de Bonneville et du préfet de la Haute-Savoie. Elles échouèrent, parce que M. Crettiez exigeait que dans le procès-verbal fût insérée la mention que les ouvriers, qu'il consentait à reprendre, paieraient une

partie des dommages soufferts par son usine, ce en quoi il était incontestablement dans son droit.

Cependant, malgré ses représentations, pour ménager les grévistes et ne pas les offusquer par le contact des uniformes de l'armée, les troupes furent insensiblement retirées ; il ne resta à Cluses qu'une brigade de gendarmerie.

Aussitôt, — c'était à prévoir, — les meneurs levèrent le masque et l'agitation recommença. La rue appartint de nouveau aux perturbateurs, les honnêtes gens tremblant et se cadénassant chez eux. Le maire cependant n'ose interdire aux grévistes de se livrer chaque jour à des cortèges soi-disant pacifiques, où le drapeau rouge est régulièrement déployé et où les chants révolutionnaires alternent avec les cris de mort. Des conférenciers, venus de Genève et d'ailleurs, prêchent l'anarchie et soufflent le feu. Des placards incendiaires couvrent les murs. Tous les esprits sensés prévoient une catastrophe, chacun s'apprête à se défendre : c'est la Terreur. Mais l'autorité municipale ferme obstinément les yeux, se bouche les oreilles et trouve que le meilleur moyen de calmer les grévistes, c'est de leur laisser la rue libre.

Le 11 juillet au soir, la grève générale est déclarée. Sur l'injonction du comité du syndicat, M. Crettiez père fait suspendre le travail aux ouvriers non syndiqués qui lui restent, au nombre de 14 ou 15. M. Bret-

ton, un autre fabricant, qui en a de 15 à 20 disposés à la continuation du travail, juge à propos de passer outre : son usine est envahie et son domicile violé.

La situation redevient des plus graves. Le maire se décide à réclamer l'envoi d'une compagnie du 30^e de ligne, qui lui est envoyée sous les ordres du capitaine Lapierre ; mais il faiblit devant l'émeute et continue à permettre les exhibitions du drapeau rouge et les manifestations révolutionnaires quotidiennes, où les grévistes s'énervent et s'enhardissent de plus en plus. Du 13 au 17 juillet, l'inquiétude augmente et, avec elle, l'audace des meneurs. Le 14 juillet, la journée se passe sans incident parce que les cortèges ont été interdits ; mais dès le 15, ils sont de nouveau autorisés et le désordre recommence de plus belle.

Le dimanche 17 juillet, vers neuf heures du soir, une émeute d'une excessive violence met Cluses en ébullition. La situation est si grave que le maire réclame par dépêche l'envoi immédiat d'un renfort de troupe ; mais les attroupements ne sont pas interdits ; les mesures nécessaires pour protéger l'ordre public, la vie et la propriété des habitants, ne sont pas prises : la journée du lendemain devait se terminer dans le sang et dans le feu...

Le 18 juillet, la population tout entière est terrorisée : ce n'est un mystère pour personne que des événements plus graves encore que ceux de la veille et

depuis longtemps prévus se préparent. Dans l'après-midi, les ouvriers de Cluses et de Scionzier, réunis par les meneurs, doivent se rendre, cette fois en masse et armés, devant l'usine Crettiez ; on s'attend à l'assaut, au pillage et à l'incendie — le jour a été choisi à dessein : un lundi. Les bruits les plus sinistres circulent. Des avis directs ou secrets parviennent aux locataires de la maison de M. Crettiez père ou à ses voisins : ces derniers prennent leurs précautions et déménagent.

Pas plus cependant que la veille, l'autorité municipale ne prend des mesures préventives et coercitives, et dès la première heure les grévistes sont maîtres de la rue. A six heures et à neuf heures, deux cortèges circulent, en chantant la *Carmagnole* et l'*Internationale* et en proférant des menaces et des cris de mort ; ils ne s'arrêtent pourtant pas devant la maison Crettiez et vont à Scionzier recruter des renforts.

Un grand cortège était décidé pour l'après-midi ; non seulement le maire ne l'interdit pas ni ne réquisitionne la gendarmerie et la troupe de le disperser, mais, allant au-devant des meneurs, il déclare l'autoriser jusqu'à six heures du soir.

Le rendez-vous avait été pris dans la cour de la maison Michaud, voisine du café Raphoz, où l'alcool, versé à plein verre, acheva de surexciter les ouvriers, jouets inconscients des meneurs cosmopolites qui

s'embusquèrent derrière leur misère et se gardèrent bien, eux, de s'exposer au danger... Le cortège se forma, beaucoup plus nombreux qu'à l'ordinaire, armé, comprenant des femmes munies de cailloux. Suivant un itinéraire différent des précédents défilés, il alla droit à l'usine Crettiez. Sur le commandement *Halte !* proféré par le chef, la colonne s'arrêta, faisant front à la façade. Des cris de mort sont poussés, le jet de pierres commence ; les égarés vont payer pour les coupables. L'assaut est donné... les fils Crettiez affolés tirent sur la foule : trois hommes tombent mortellement frappés, d'autres sont blessés... Cependant, la brève fusillade n'interrompt pas le siège : l'escalade et l'effraction avaient été entreprises, elles se poursuivent sans arrêt... La gendarmerie et la troupe, assemblées à la hâte, sans l'intervention du maire et sans que celui-ci eût un seul instant paru sur les lieux, luttèrent courageusement pendant près de deux heures ; mais, finalement, pour éviter de plus grands malheurs, elles durent abandonner la place à la rage des assaillants, qui firent de l'usine un monceau de ruines et de cendres, sans qu'on eût même essayé de mettre les pompes en action...

Le 16 février 1905, M^{es} Bel, Rosset et Fervex de Mongex, avocats à la Cour de Chambéry et anciens bâtonniers, à qui M. Crettiez père avait demandé une consultation, délibéraient « sauf meilleur avis » :

« Vu l'arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Chambéry, en date du 8 octobre 1904, déférant à la Cour d'assises de la Haute-Savoie, d'une part l'accusation de meurtre et de tentative de meurtre dirigée contre les quatre frères Crettiez, et d'autre part l'accusation de pillage dirigée contre les sieurs Molliex, Lacroix, Carquillat, Caux, Chevret et Sonnerat ;

« Vu l'acte d'accusation du 11 octobre suivant ;

« Vu le mémoire présenté dans l'intérêt des frères Crettiez, par leurs défenseurs, à la Cour d'appel, chambre des mises en accusation, ensemble le mémoire des avocats des parties civiles, intitulé « La fusillade de Cluses », la plaidoirie de M^e Descotes, pour les accusés de meurtre, reproduite par la *Revue des grands procès* ; celle de M^e Briand, pour les accusés de pillage, publiée en brochure ;

« Et attendu que le verdict du jury de la Haute-Savoie a été négatif en ce qui concerne les accusés de pillage et affirmatif au regard des accusés de meurtre, avec admission en leur faveur de l'excuse de provocation,

« M. Claude Crettiez père pose, aux avocats sous-signés, la question de savoir s'il est en droit d'intenter à la commune de Cluses une action en réparation des dégâts et dommages résultant du pillage et de l'incendie de son usine ?

« Les soussignés n'hésitent pas à répondre affirmativement à cette question. L'action dont il s'agit est fondée en droit, et elle paraît entièrement justifiée par tous les éléments de la poursuite criminelle visée ci-dessus. »

Admettant la chose jugée au criminel, la consultation établissait clairement qu'aux termes des articles 106 à 108 de la loi municipale du 5 avril 1884, textes interprétés à l'aide des lois de l'époque révolutionnaire dont ils étaient la suite, et surtout d'une jurisprudence qui s'était bien établie, — nombreuses étaient les références fournies, — la commune de Cluses devait être déclarée responsable des dégâts et dommages soufferts par M. Crettiez père.

Le 18 octobre 1906, cependant, le tribunal de Bonneville résolvait, dans un sens favorable à la commune de Cluses, la question de droit, dont était inséparable le point de fait, qui lui était soumise, à savoir: Un maire qui, en pleine grève générale, au bout de deux mois d'agitations, au lendemain d'une scène tumultueuse, autorise formellement des attroupements ou rassemblements qu'il avait précédemment interdits, les laisse circuler et s'arrêter sous une usine particulièrement menacée, sans rien faire pour les dissiper et sans remplir aucun des devoirs à lui prescrits par les lois du 7 juin 1848 et du 5 avril 1884, peut-il être considéré comme ayant pris toutes les

mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de prévenir l'attroupement ?

Un maire qui, après la destruction de l'usine, n'apparaît pas plus que lors de l'assaut, du pillage et de l'incendie, et disparaît pour ne plus reparaître, justifie-t-il avoir pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir à l'effet de faire connaître les auteurs de l'attroupement ?

Ses conseils lui représentant que par son jugement le tribunal s'était mis en révolte ouverte contre la loi, et en marge de toute la jurisprudence, M. Crettiez père interjeta appel le 6 novembre 1906.

Bien lui en prit, car, le 9 août 1909, la Cour de Chambéry, à qui une jurisprudence constante et formidable dans son unanimité fut produite en faveur de M. Crettiez, lui donna gain de cause, déclarant la commune de Cluses responsable jusqu'à concurrence d'un quart du préjudice qu'il avait subi. Le montant en avait été évalué, par des expertises ordonnées par arrêt interlocutoire du 6 mai 1907, 229.885 fr. 90 ; la commune de Cluses fut donc condamnée à payer à M. Crettiez, avec intérêts de droit, la somme de 57.456 fr. 45. Masse fut faite de tous les dépens pour être supportés, un quart par la commune de Cluses et les trois autres quarts par M. Crettiez.

Cet arrêt étant devenu définitif, de par le rejet par la chambre des requêtes de la Cour de cassation du

pourvoi de la commune de Cluses, celle-ci, qui ne compte que 2.000 habitants, s'est trouvée grevée d'une dette fort lourde pour elle. Elle ne s'en est pas encore acquittée entièrement; mais à la première séance de la Chambre des députés du 21 janvier 1914, à la demande du député de Bonneville Emile-Favre, une disposition transitoire a été ajoutée à une « proposition de loi adoptée par le Sénat, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884 ». Et si ce texte est ratifié par le Sénat, la commune de Cluses pourra être indemnisée par l'Etat, un effet rétroactif étant attribué au nouvel article 108.

Bien que le rôle de la Cour d'assises de la Savoie soit en général peu chargé, nous ne pouvons prétendre rappeler tous les « beaux crimes » dont le dénouement a eu lieu sur ses bancs ; mais nous ne résistons pas à la tentation d'évoquer le souvenir de trois affaires sensationnelles qui, au cours de ces dix dernières années, passionnèrent l'opinion publique en Savoie, où il n'est pas rare, maintenant encore, d'entendre parler de « l'affaire de la Giriat », de celle « des bandits de St-Pierre d'Albigny », ou enfin de celle « du pénitencier d'Albertville ».

I

A Aix-les-Bains, pendant l'été 1903, le chalet de Solms, situé avenue de Tresserve, était occupé par une femme galante, Eugénie Fougère, sa domestique Lucie Patrat, épouse Maire, et une autre femme galante, Victorine-Marie Giriat, qui lui servait de dame de compagnie.

Le 19 septembre, vers 9 heures du soir, Eugénie Fougère, parée d'une partie de ses nombreux bijoux, quittait le chalet avec la Giriat pour se rendre au théâtre. Sa domestique allait prévenir un coiffeur qu'il eût à venir le lendemain de bonne heure coiffer sa maîtresse. Vers une heure du matin, celle-ci et la Giriat rentraient, accompagnées par un ami qui les quitta à la porte d'entrée du chalet.

Dans la matinée du 20 septembre, à 8 heures, le coiffeur Pelletier se présentait au chalet et sonnait à la porte plusieurs fois sans recevoir de réponse. Pensant que ses habitants dormaient encore, il fit un tour dans le jardin et constata qu'une fenêtre était grande ouverte, ainsi que la petite porte du jardin donnant sur la rue de Solms.

Cependant, diverses personnes, arrivant par l'avenue de Tresserve, observaient à l'une des fenêtres de l'étage du chalet une femme, bientôt reconnue pour être la Giriat, ayant les poignets liés, le cou et la tête enveloppés de serviettes et proférant des sons inar-

ticulés. On s'empressa à son secours. Dans une pièce du rez-de-chaussée, la domestique Lucie Maire était étendue inanimée sur son lit, les draps et les couvertures lui venant à mi-corps; des serviettes lui compri-maient le cou, le nez et la bouche, ses bras en croix et ses pieds étaient fortement attachés avec des ficelles. Dans une autre pièce, au premier étage, le cadavre d'Eugénie Fougère reposait également sur son lit, étendu sur le ventre, les jambes en dehors et pendan-tes, la tête recouverte d'un châle rouge et deux oreil-lers, la bouche et le cou serrés par des serviettes. L'autopsie établit que sa mort était survenue par as-phyxie, entre deux et trois heures du matin ; celle de la domestique avait la même cause, mais s'était pro-duite plus tôt, trois ou quatre heures après le repas.

L'état des lieux révélait qu'Eugénie Fougère s'était déshabillée dans un petit salon attenant à sa chambre à coucher. Outre ses effets, elle avait dû y déposer les bijoux qu'elle portait pour aller au théâtre, et son porte-monnaie, où elle tenait constamment la clef de son coffret à bijoux et celle de la malle où elle enfer-mait celui-ci. Cette malle était rangée dans une autre pièce du premier étage : tout y avait été bouleversé et fouillé. Dans la salle à manger, au rez-de-chaussée, on remarquait sur la table une bouteille de bière vide, trois verres portant encore des empreintes de doigts et un cahier de papier à cigarettes. Rien n'y avait été

dérangé, on n'avait touché ni à l'argenterie, ni aux objets de valeur qu'elle renfermait. Enfin, dans le couloir conduisant à la fenêtre que Pelletier avait vue ouverte, se trouvait un bougeoir pris dans la chambre d'Eugénie Fougère et qui avait sans doute servi au ou aux meurtriers d'Eugénie Fougère à s'éclairer et à fuir. Tous les bijoux avaient disparu, ainsi qu'une bourse-sac en peau de daim, ornée de pierreries, qui avait dû servir à les emporter; on ne retrouvait non plus aucune somme d'argent.

Aussitôt débarrassée de ses liens et bâillons, la Gariat continua à jouer le rôle de victime, qu'elle s'était attribué. Très habilement, feignant une vive émotion et une grande fatigue, comme aussi d'ignorer la mort des autres habitants de la maison, elle ne s'expliqua tout d'abord que par monosyllabes ou en termes des plus vagues. Peu à peu, elle fit mine de reprendre ses esprits et inventa alors de toutes pièces le récit qu'elle fit en premier lieu au magistrat instructeur.

A peine endormie, elle entendit marcher dans sa chambre. Presque aussitôt, elle était saisie par un individu dont elle n'avait pu retenir le signalement, bâillonnée et ligotée, tandis qu'une voix disait : « Vite ! » Puis, elle s'était évanouie pour ne reprendre ses sens que vers huit heures du matin et se traîner jusqu'à la fenêtre où elle avait été, ensuite, aperçue par les passants. Cette version fut d'autant mieux

admise que le médecin, chargé d'examiner la Giriat, déclara qu'elle avait été réellement l'objet d'une tentative d'assassinat à laquelle elle n'avait survécu que grâce à la syncope qui l'avait suivie et qui avait empêché l'asphyxie de se produire. La Giriat put donc quitter tranquillement Aix-les-Bains, emportant une partie de la collecte (700 francs) que sa duplicité avait arrachée à la pitié publique.

L'information se perdait en conjectures pour retrouver la trace des coupables et celle des bijoux soustraits quand, le 7 octobre 1903, un procès-verbal de la police de Paris porta à la connaissance du directeur général des recherches les déclarations d'une nommée Fresneau, fille soumise, et d'après lesquelles une nommée Champion, également fille soumise, était signalée comme ayant eu des relations avec la Giriat avant son départ pour Aix-les-Bains, et entretenu avec elle une correspondance suivie pendant son séjour dans cette ville. Notamment, dans une lettre datée du mois de juillet, Giriat avait demandé à la fille Champion de lui expédier du chloroforme, si elle ne pouvait elle-même le lui apporter à Aix. Interrogée sur ces faits, la fille Champion fit des révélations d'une importance capitale. Elle reconnut sa correspondance avec la Giriat, la demande d'envoi du chloroforme et donna des détails précieux, non seulement sur les intentions criminelles de la Giriat à l'encontre d'Eugé-

nie Fougère, dès avant son départ pour Aix, mais encore sur des circonstances caractéristiques de la scène du crime. Notamment, elle disait tenir de la Giriat, qui lui en avait fait la confidence à son retour à Paris, que l'agonie d'Eugénie Fougère avait duré plus d'un quart d'heure. La Giriat avait dû intervenir elle-même, pour hâter le dénouement, et, au moment suprême, la victime avait supplié ses assassins de se contenter de lui prendre ses bijoux en lui laissant la vie sauve. La fille Champion ajouta qu'en 1902, à Vichy, la Giriat s'était liée avec un jeune homme du nom d'Henry et que leurs relations s'étaient poursuivies à Paris. A certaines particularités qu'elle fournit sur ledit Henry, la police acquit la conviction qu'il s'agissait d'un nommé Bassot, dont la moralité et les moyens d'existence étaient particulièrement suspects. Celui-ci et la Giriat furent arrêtés et confrontés avec la fille Champion, qui persista formellement dans ses dires. Dès lors, la participation de la Giriat au crime d'Aix-les-Bains apparaissait comme certaine ; bientôt elle entra dans la voie des aveux partiels.

Dans sa nouvelle version du crime, cherchant à atténuer le rôle odieux que lui attribuaient, dans son exécution, les révélations de la fille Champion, la Giriat reconnut ses relations avec Bassot, qui lui aurait suggéré dans un intérêt commun l'idée du crime. C'est lui qui lui aurait, en outre, procuré et envoyé

« le costeau » qui devait l'exécuter, elle-même devant se borner à laisser faire. Elle reconnut celui-ci, dès son arrivée à Aix-les-Bains, grâce au signalement que lui en avait donné son complice. Sans se mettre en rapport verbal avec cet individu, elle se serait bornée à échanger avec lui des regards significatifs, notamment dans la soirée du 19 septembre, quand elle le rencontra près de la porte du Cercle, comme elle entrait au théâtre avec Eugénie Fougère. A leur rentrée au chalet de Solms, elle n'avait rien remarqué d'anormal.

Aussi, sans se rendre compte comment Eugénie Fougère et sa domestique avaient été assassinées, elle se rappelait seulement avoir été réveillée en sursaut peu après être rentrée dans sa chambre, et saisie sur son lit par un individu, puis bâillonnée et ligotée. Dès lors, elle n'avait plus souvenir de rien : le matin seulement, elle put s'approcher de la fenêtre. La Giriat ajouta que l'individu qui avait commis le crime avait agi seul, et qu'elle l'avait vu à Paris en compagnie de Bassot, quelques jours après le crime.

Bassot, confronté avec la Giriat, nia toute participation directe ou indirecte au crime, attribuant les accusations qu'elle dirigeait contre lui au dépit qu'elle avait éprouvé de son refus de devenir son amant ; à l'entendre, leur liaison serait toujours restée purement platonique. Quoi qu'il en soit, Bassot, dès le dé-

but, avait compris l'influence qu'il exerçait sur la Giriat, et il ne négligea rien pour l'entretenir: il ne cessa de la voir ou de correspondre avec elle par lettres. C'est ainsi que, pendant le séjour de la Giriat à Aix, il lui écrivit plusieurs fois. Le 10 septembre 1903, il télégraphia à Lyon à Ladermann — « le costeau » — de venir d'extrême urgence à Vichy, et il lui envoya un mandat de vingt francs pour ses frais de voyage. Le lendemain, Ladermann arrivait dans cette ville où il recevait sans doute les instructions de Bassot, car si l'on en croit ses propres déclarations, il se serait ensuite rendu à Aix-les-Bains, où il passa deux jours. Il y aurait eu plusieurs entrevues avec la Giriat, qui lui fit comprendre qu'il était impossible de voler Eugénie Fougère sans la tuer, ainsi que sa domestique.

L'affaire fut remise, en présence des hésitations de Ladermann, et celui-ci revint à Lyon, où il se mit peut-être en quête d'un « costeau » plus audacieux. Mais le temps pressait, Eugénie Fougère étant sur le point de rentrer à Paris. Aussi, à la suite d'un télégramme de la Giriat à Bassot, Ladermann fut rappelé à Vichy, et c'est alors qu'on l'aurait décidé à recourir, sans plus tarder, à l'assassinat. Le 19 septembre, dans la soirée, il arrivait, à cet effet, à Aix-les-Bains.

La police de Lyon, dont Bassot et la Giriat étaient originaires, ne tarda pas à apprendre que Bassot était

intimement lié avec Ladermann, dont la Giriat avait jusqu'alors feint d'ignorer le nom et le signalement exact. César Ladermann était un ouvrier tailleur, travaillant irrégulièrement et très adonné au jeu. Revenu à Lyon le 20 septembre, immédiatement après le crime, il s'était rendu chez sa maîtresse Olympe Duclot, lui avait raconté avoir fait à Vichy une affaire fructueuse avec Bassot, et lui avait confié un petit paquet qui n'était autre que le sac renfermant les bijoux d'Eugénie Fougère. L'ayant ouvert et y ayant trouvé de nombreux bijoux décrits par les journaux comme ayant appartenu à Eugénie Fougère, Olympe Duclot s'empessa de rendre son paquet à César Ladermann qui les expédia aussitôt à Paris, où il se rendit lui-même le 24 septembre. Il y séjourna jusqu'au 19 octobre, ayant avec Bassot des entrevues qui se prolongèrent jusqu'à la veille de l'arrestation de ce dernier, ainsi qu'avec la Giriat — d'après les déclarations qu'il fit à sa maîtresse.

Il ne fut pas possible d'établir si, pendant son passage à Paris, il garda tout le temps par devers lui les bijoux volés, ni si lui-même ou ses deux complices cherchèrent à les écouler pour se procurer de l'argent. L'hypothèse est pourtant vraisemblable, car on ne retrouva jamais certains bijoux d'une valeur approximative de dix mille francs : de plus, Bassot, qui ne travaillait pas et qui était parti de Vichy avec une

somme très minime, fut vu en possession de nombreux billets de banque au début d'octobre.

Le 18 de ce mois, Ladermann, à la suite de l'arrestation de Bassot et de la Giriat, quitta précipitamment Paris avec les bijoux, après avoir acheté un revolver. Il se dirigea sur Lyon, mais, en cours de route, descendit à Neuville où, d'après ses déclarations, il aurait jeté les bijoux dans un buisson, sur les bords de la Saône ; c'est là, nous le verrons plus loin, qu'ils auraient été découverts par le sieur Robardet. De retour à Lyon, Ladermann apprit, par la voie des journaux, qu'il était activement recherché par la police. N'ayant pu trouver de l'argent pour fuir à l'étranger, il se suicida le 21 octobre, au moment où les agents faisaient irruption dans son domicile. On trouva sur la table de sa chambre trois lettres : l'une adressée à son frère Edouard, l'autre à sa maîtresse et la troisième à M. Hamard, chef de la Sûreté. Il a fait, dans cette dernière, un récit à sa façon du crime d'Aix-les-Bains.

Arrivé à Aix dans la soirée du 19 septembre, il aurait été conduit au chalet de Solms par la Giriat, pendant l'un des entr'actes de la pièce, où elle assistait au Cercle avec Eugénie Fougère. C'est alors que la domestique de celle-ci aurait été étranglée. Puis, pour ne pas éveiller les soupçons des passants de l'avenue de Tresserve, la Giriat et lui sortirent par la porte du

jardin donnant sur la rue de Solms. La Giriat rejoignit Eugénie Fougère au Cercle et rentra avec elle au chalet vers une heure du matin. Elle aurait attendu que celle-ci fût au lit pour lui faire subir le même sort qu'à la domestique, et remit ensuite à Ladermann, resté dans le jardin, les bijoux et l'argent de la victime.

Le 1^{er} novembre 1903, le nommé Robardet, terrassier à Neuville, pêchait sur les bords de la Saône, en compagnie de sa femme. Celle-ci, qui cueillait des baies pour ses enfants, s'étant penchée sur le parapet de la route pour atteindre un buisson, aperçut à sa base un petit paquet enveloppé dans un journal illustré. Robardet prit ce paquet, l'ouvrit et trouva à l'intérieur un sac à main, en peau de daim, renfermant de nombreux bijoux. Au lieu de signaler sa découverte à l'autorité, il emporta les bijoux chez lui et les enferma dans une malle. Appelé au mois de décembre suivant, à Lons-le-Saunier, pour une période d'exercice militaire, il cacha le sac sous un des carreaux de sa chambre. Il avait eu soin, auparavant, de prélever quelques-uns des bijoux qu'il vendit dans cette ville, à des prix dérisoires, à divers bijoutiers peu scrupuleux.

Le 30 décembre 1903, Robardet se présentait chez le sieur Béal, horloger à Neuville, et offrait de lui vendre une paire de dormeuses avec diamants, ainsi

qu'une bague ornée de brillants, le tout d'une valeur d'environ 8.000 francs. Pour expliquer la possession de ces objets, il prétendit qu'ils avaient été donnés à sa femme, à l'occasion de son mariage. Ces explications laissèrent incrédule le sieur Béal, qui, soupçonnant la véritable provenance des bijoux, les retint provisoirement, après remise à l'accusé d'un acompte de 10 francs, et les porta à la gendarmerie. Le juge de paix, avisé à son tour, se rendit au domicile des époux Robardet. Ceux-ci, tout d'abord, persistèrent à soutenir que ces bijoux leur avaient été donnés. Mais, pressés de questions, ils finirent par en avouer la découverte sur les bords de la Saône et livrèrent au magistrat, après les avoir retirés de leur cachette, ceux qui étaient enfermés dans le sac. Tous ces bijoux, ainsi que ceux vendus à Lons-le-Saunier, furent reconnus pour être ceux volés au chalet de Solms.

Comprenant le parti qu'elle pouvait tirer pour sa défense de la brusque disparition de Ladermann, la Giriat chercha à rejeter sur lui l'entière exécution du crime. S'appuyant sur les constatations de l'expert, elle allait jusqu'à laisser croire qu'elle-même avait été victime d'une tentative d'assassinat. Elle ne reconnut donc que sa participation au vol, en ce sens, dit-elle, qu'ayant été l'instrument de Bassot, elle n'avait à se reprocher que de n'avoir pas repoussé ses projets de vol et d'avoir accepté qu'il lui envoyât Ladermann à

Aix pour les réaliser. Mais si Ladermann avait été ignorant des êtres et des choses du chalet de Solms, il n'aurait pu s'y introduire pendant la nuit et procéder seul à tous les détails d'un double assassinat, sans l'intervention de celle qui était à même de le guider et de l'aider. Ladermann exagérait sans doute en prétendant que la Gariat seule avait donné la mort aux deux victimes : ses révélations n'en étaient pas moins accablantes au point de vue de l'exécution du crime pour la Gariat, dont les confidences à la fille Champion étaient d'ailleurs un aveu indirect mais formel.

Bassot profita, lui aussi, du suicide de Ladermann, pour tenter de se disculper. Mais, indépendamment des accusations catégoriques de la Gariat, ses relations avec elle avant et après le crime, ses entrevues et sa correspondance avec Ladermann au moment où l'assassinat allait s'accomplir, sa réunion et pour ainsi dire sa vie en commun à Paris avec le même, à la veille de son arrestation, ses besoins d'argent, ses allures suspectes et ses propos compromettants étaient la preuve de sa complicité, tout au moins par instructions, dans le double assassinat et le vol du chalet de Solms.

Pour Robardet, enfin, sa complicité par recel dans le vol semblait indiscutable : même en admettant sa version de la découverte des bijoux, sa complète con-

naissance du crime d'Aix, son soin à cacher les bijoux et ses mensonges pour essayer de les écouler prouvaient assez qu'il n'ignorait ni leur valeur, ni leur origine.

Le 19 mars 1904, la chambre des mises en accusation de la Cour de Chambéry renvoyait donc devant les assises de la Savoie la Gariat, Bassot et Robardet : la première, sous l'accusation d'assassinat et de vol qualifié, le second, de complicité par instructions de ces deux crimes, Robardet, enfin, de complicité par recel de vol qualifié.

Les débats s'ouvrirent le 1^{er} juin 1904 à la Cour d'assises de la Savoie : en raison de leur longue durée probable, la Cour, après s'être adjoint un quatrième conseiller destiné à remplacer éventuellement l'un de ses membres, ordonna que deux jurés suppléants suivraient les débats avec les douze jurés titulaires, pour pouvoir remplacer ceux qui pourraient ne pas siéger jusqu'à la fin. M. le procureur général Gensoul occupait lui-même le siège du ministère public. La Gariat était défendue par M^e Henri-Robert... Dans ces conditions, et étant donné le grand retentissement de cette affaire qui, de longs mois, avait défrayé la chronique judiciaire des journaux, il n'était pas étonnant que l'affluence fût énorme aux assises, « on s'écrasait » littéralement. Les débats durèrent quatre jours. Le passé des accusés y fut naturelle-

ment évoqué, passé des moins recommandables, sauf pour le comparse Robardet, qui n'avait jamais été condamné et travaillait régulièrement de son métier de journalier pour entretenir sa famille.

Venue toute jeune à Lyon, où elle résida jusqu'en 1903, la Gariat s'était de bonne heure jetée dans les aventures de la vie galante. D'un caractère difficile, vaniteuse et dépensière, tous les moyens lui étaient bons pour se procurer de l'argent et elle n'hésitait pas au besoin à recourir au chantage. Chassée en quelque sorte de Lyon à la suite de ses scandales, elle se rendit d'abord à Moulins, puis à Paris, où elle continua sa vie d'aventures. Eugénie Fougère, dont elle avait fait la connaissance depuis assez longtemps, l'ayant trouvée en 1903 à Paris dans un état voisin de la misère, en fit, par compassion plutôt que par intérêt, sa dame de compagnie, lui donnant le logement, la nourriture, cent francs par mois et des toilettes.

Pires encore, les antécédents de Bassot, qui avait déjà été, lui, traduit en justice. Issu d'une honorable famille lyonnaise, il n'avait jamais travaillé sérieusement, menant presque toujours une existence de plaisirs et de débauches. Sorte de bellâtre passant pour exercer un certain empire sur les personnes du sexe de son entourage, Bassot s'ingéniait surtout à vivre à leurs dépens. Le 3 décembre 1892, la Cour d'assi-

ses du Rhône l'avait condamné à cinq ans de réclusion et 100 francs d'amende pour fabrication et émission de fausse monnaie. A l'expiration de sa peine qui fut commuée en celle de deux années de prison, Bassot quitta Lyon. Plus tard, il y revint et fonda une maison de prêts, dite « Le Comptoir financier », aux opérations plutôt louches, qui fonctionna jusqu'en 1902. En septembre 1902, enfin, Bassot allait se fixer à Paris avec une fille soumise, cherchant ses moyens d'existence dans le jeu et la prostitution de sa maîtresse.

De tels accusés semblaient, certes, indignes de toute compassion : M^e Henri-Robert réalisa pourtant ce prodige de faire accorder par le jury à sa cliente le bénéfice des circonstances atténuantes. Sans lui, la Gariat, déclarée coupable du meurtre prémédité d'Eugénie Fougère — mais non de sa domestique Lucie Patrat — et du vol qualifié de ses bijoux, crime concomitant, encourait la peine de mort ; s'associant à la clémence du jury, la Cour ne lui infligea qu'une peine de quinze années de travaux forcés et de vingt ans d'interdiction de séjour. On comprend que, satisfaite, la Gariat ne se soit pas pourvue en cassation, au contraire de son complice Bassot. Celui-ci, déclaré coupable de complicité par instruction de vol qualifié — mais non d'assassinat — se vit infliger dix ans de travaux forcés et vingt ans d'interdiction de sé-

jour. Son pourvoi en cassation — en vue duquel son défenseur avait déposé aux assises trois chefs de conclusions dont il lui fut donné acte — fut rejeté par la Cour suprême le 29 juillet 1904. Quant à Robardet, déclaré non coupable de complicité par recel de vol qualifié, mais — sur une question subsidiaire posée à la suite des débats — reconnu coupable de vol simple, il ne fut condamné qu'à trois mois de prison, la Cour prenant à son compte les circonstances atténuantes que lui avait accordées sans droit le jury, après ne l'avoir reconnu coupable que de faits constituant un simple délit.

II

Le 30 décembre 1909, au pont de Coise, deux vieillards, Philibert Fournier, âgé de 83 ans, et sa femme, née Rivet, âgée de 60 ans, étaient trouvés assassinés chez eux ; le cadavre de la femme avait été violé et profané ; un vol de numéraire et de bijoux avait suivi l'assassinat. Quelques jours après, les auteurs soupçonnés du crime, Girard et Passieux, avouaient leur culpabilité. L'information ouverte contre eux établît en outre que Girard, Passieux et deux autres malfaiteurs, Lenardon et Fasola, formaient une redoutable « bande », à laquelle de nombreux crimes antérieurs, qui avaient semé l'effroi dans la région, devaient être imputés. En voici la sommaire énumération : Dans

la nuit du 16 juin 1909, Girard et Passieux s'étaient introduits dans la maison d'un sieur Charles, à Saint-Pierre d'Albigny, et y avaient, à l'aide d'effraction, volé une somme d'environ 150 francs. Le 24 juillet 1909, à Saint-Pierre également, tous deux avaient tenté de s'introduire la nuit dans l'église à l'aide de pesées. Passieux avoua ces deux crimes, et les instruments qui avaient servi à la tentative d'effraction de l'église furent retrouvés chez son complice. Dans la nuit du 27 décembre 1908, Passieux et Fasola s'étaient introduits, à l'aide d'escalade, dans la maison du boulanger Sylvestre, à Saint-Pierre d'Albigny, et y avaient soustrait cinq à six francs contenus dans une tirelire en fer, ainsi que des provisions de bouche. Puis ils avaient pénétré dans la boulangerie Tardy et, à l'aide d'effraction, s'y étaient emparés d'une somme d'environ trois cents francs. Ils avouèrent ces faits. Enfin, le 15 août 1908, Passieux et Lénardon avaient pénétré par escalade dans la maison d'une vieille femme de Saint-Pierre d'Albigny, M^{me} Bouvier, âgée de 86 ans. Ils l'avaient surprise dans son lit et étranglée. Puis ils avaient fouillé les meubles et s'étaient emparés de pièces de monnaie et de divers menus objets, qu'ils s'étaient partagés. Là encore, aveux complets.

Par arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Chambéry, en date du 9 novembre

1910, Girard, Passieux, Lénardon et Fasola furent renvoyés devant la Cour d'assises de la Savoie.

L'un des accusés, Girard, se pourvut en cassation, se fondant sur l'inobservation à son préjudice des dispositions de la loi du 3 décembre 1897 : quatre agents de police mobile avaient assisté à son interrogatoire ; il avait été confronté avec des témoins aussitôt après leur déposition, et enfin, malgré la décision contraire et non motivée de la Cour, sa confrontation avec l'un d'eux avait dégénéré en interrogatoire, sans que la procédure eût été au préalable communiquée à son défenseur. Mais le 22 décembre 1910, son pourvoi fut rejeté par la chambre criminelle, qui jugea que la présence d'agents de la force publique dans le cabinet du juge d'instruction ne violait ni le secret de l'instruction, ni les droits de la défense, quand ces agents gardaient une attitude passive, puis se retiraient sur l'ordre du juge. Et que, d'autre part, aucune disposition de la loi n'interdisait au juge d'instruction de procéder à la confrontation de l'accusé avec un témoin aussitôt après sa déposition. Quant au dernier moyen, enfin, la chambre criminelle se bornait à constater que l'arrêt de renvoi avait énoncé que le juge d'instruction n'avait voulu que confronter Girard avec un témoin et qu'il ressortait des termes mêmes de la confrontation qu'aucune des questions y figurant n'avait eu le ca-

ractère d'un interrogatoire, toutes s'étant « strictement maintenues dans les limites d'un acte de confrontation portant uniquement sur les déclarations du témoin confronté ». Ainsi donc, l'arrêt de renvoi n'avait violé ni l'article 9, ni l'article 10 de la loi du 8 décembre 1897, et il devait sortir son plein et entier effet : le 15 février 1911, les débats de « l'affaire des bandits de Saint-Pierre d'Albigny » s'ouvrirent devant la Cour d'assises de la Savoie.

Ils devaient durer jusqu'au 19 ; et, cette fois encore, la Cour s'était adjoint un quatrième assesseur, et deux jurés suppléants avaient été désignés. Le jury avait à répondre à 78 questions : non sans hésitations, — sa feuille de questions en fait foi, — il répondit négativement à celles qui concernaient Faslola, lequel fut acquitté. Il accorda les circonstances atténuantes à Lénardon, qui fut condamné à dix ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour. Quant à Girard et à Passieux, ils furent condamnés à mort. Le 15 février, le président des assises avait terminé son interrogatoire par cette observation : « Vous, Girard, comme Passieux, méritez le dernier des châtimens. » Le 16, le défenseur de Girard prit des conclusions tendant à ce qu'il en fut donné acte à son client, et le 19, avant la clôture des débats, un arrêt de la Cour avait décidé que ces propos, en admettant qu'ils eussent été réellement tenus, n'avaient

pu exercer d'influence sur la régularité des débats. Ce fut là le principal moyen de cassation invoqué par les trois accusés, dont les pourvois furent rejetés par un arrêt unique de la Cour suprême en date du 23 mars 1911.

Girard et Passieux ne devaient pourtant pas subir le châtiment suprême : le 18 mai 1911, leur peine était commuée en celle des travaux forcés à perpétuité, par un décret du président de la République, contresigné par M. le garde des Sceaux Perrier.

III

Le 24 mai 1913, vers une heure de l'après-midi, à Albertville, le capitaine Larezillier, commandant le pénitencier militaire, passait dans la rue des Ecoles, lorsqu'un individu lui tira un coup de revolver par derrière et à une distance d'un mètre cinquante environ. La victime s'affaissa : la balle l'avait atteinte à la tête et avait traversé la paroi osseuse occipitale.

Trois sous-officiers, l'adjudant Liccia, le sergent Caïtucoli et le sergent Nevouet, accoururent pour arrêter le meurtrier : mais celui-ci fit feu sur eux à plusieurs reprises et Caïtucoli, atteint à la jambe droite par une balle, tomba sur le sol. Les deux autres sous-officiers prirent la fuite, poursuivis par le criminel, qui, ayant rejoint l'un d'eux, l'adjudant Liccia, tira encore sur lui plusieurs coups de feu.

A ce moment survint le maréchal des logis chef de gendarmerie Rigaud. Il échangea un certain nombre de balles avec le meurtrier, mais bientôt celui-ci, se voyant cerné et sur le point d'être pris, tenta de se suicider en se tirant un coup de revolver à la tempe droite.

Son identité fut immédiatement établie. C'était le nommé Duval (Jean-Louis), déserteur du 16^e régiment de chasseurs à cheval. Duval, à la suite de diverses condamnations, avait été détenu au pénitencier d'Albertville du 28 septembre 1911 au 2 janvier 1913. Libéré à cette dernière date, il fut incorporé au 16^e régiment de chasseurs en garnison à Beaune, mais il déserta le 29 du même mois. Dès ce jour, lui-même l'a déclaré, il avait résolu de se venger des officiers et sous-officiers du pénitencier d'Albertville auxquels il reprochait de l'avoir traité, durant sa détention, avec une rigueur excessive. S'étant muni d'un revolver et de plusieurs boîtes de cartouches, il vint à Albertville le 23 mai, décidé à donner la mort à ceux des officiers et sous-officiers qu'il parviendrait à rencontrer ; loin de contester ses crimes Duval affirma les avoir prémédités et volontairement accomplis.

En exécution d'un arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Chambéry en date du 8 octobre 1913, Duval comparut le 27 novembre suivant devant les assises de la Savoie. Ses antécédents

n'étaient, certes, pas de nature à lui concilier l'indulgence du jury, ni de la Cour. Ce jeune homme de 22 ans avait déjà fait l'objet de deux poursuites correctionnelles pour vol, durant sa quinzième et sa seizième années ; acquitté pour défaut de discernement, il fut, la première fois, confié à l'Assistance publique et, la deuxième fois, envoyé dans une colonie pénitentiaire. Libéré à l'âge de 19 ans, il contractait un engagement dans l'armée, mais ne tardait pas à désertre, de sorte qu'il encourait successivement trois condamnations militaires, deux pour désertion et une pour évasion. Enfin, les renseignements recueillis sur son compte, même auprès de son père, lui étaient tout-à-fait défavorables. Mais, heureusement, le capitaine Larezillier, après avoir été en danger, s'était rétabli; il assistait à l'audience, ainsi que le sergent Caïtucoli, dont la blessure n'avait pas eu de suites graves. Et tenant compte de cet état de choses, M. l'avocat général Agostini ne s'opposa pas, dans son éloquent réquisitoire, à l'admission des circonstances atténuantes en faveur de Duval. Si déplorable pourtant avait été l'attitude de ce dernier — à qui M. le président des assises Arnaud avait en vain cherché à arracher un mot de regret sincère, en le confrontant avec ses victimes — qu'il fallut à son défenseur, M^e René Dupré, du barreau de Paris, faire tous ses

efforts, dans une émouvante plaidoirie, pour lui sauver la vie.

Reconnu coupable sur tous les chefs de prévention, à l'exception de la tentative de meurtre sur le sous-officier Rigaud, Duval, à qui le jury accordait les circonstances atténuantes, fut condamné par la Cour à la peine des travaux forcés à perpétuité. Le 26 décembre, la Cour de cassation rejetait son pourvoi contre cet arrêt. Le 25 janvier 1914, Duval a quitté la prison de Chambéry pour La Rochelle, d'où il sera dirigé sur la Guyane, dont il ne doit plus revenir...

La liste, assez courte d'ailleurs, des condamnations à la peine de mort prononcées par la Cour d'assises de la Savoie, de son origine à nos jours, doit ici trouver place; une seule a été suivie d'exécution, celle de Spaggiari en 1891 :

4 décembre 1860 : GOGÉAT Jean-Baptiste — assassinat.

19 mai 1866 : MORAND, dit Collardi Néron — tentative d'assassinat.

16 février 1867 : CHANOT Françoise-Marie, dite Mariette — infanticide.

27 mai 1878 : VIAL Jean-Victorin — meurtre, etc.

23 août 1878 : DUPASQUIER Henri — incendies volontaires.

- 20 mai 1882 : FIENI Ange — meurtre et vol concomitant (art. 304 C. p. *in fine*) ; contumace.
- 20 mai 1882 : TRUCHET Maurice-Gabriel-Constantin — tentative de meurtre, etc. ; contumace.
- 5 février 1884 : ALLEGRO Jean-François — meurtres.
- 31 mai 1888 : FAVRE Jean-Alexis — assassinat et vol.
- 19 février 1891 : SPAGGIARI Jean-Marie — assassinat ; exécuté le 9 mai 1891, à Chambéry.
- 2 juin 1892 : GIRARD Jean-Laurent — tentative d'assassinat ; contumace.
- 13 mai 1903 : MAFFIODO Jean-Baptiste — assassinat, vol, tentative de vol.
- 30 mai 1906 : LOMBARDO Antonino — assassinat, vols, évasion avec violences.
- 26 mai 1909 : CASAZZA Jean-Félix-Edouard — assassinat, vol qualifié.
- 1^{er} juin 1910 : MAGAT Louis — assassinat et vol qualifié.
- 19 février 1911 : GIRARD Pierre-Eugène et PASSIEUX Pierre — assassinats et vols qualifiés.

Dix-neuf condamnations capitales en près de 54 ans, dont plusieurs — celles indiquées ci-dessus ne sont peut-être pas les seules — par contumace, prononcées à Chambéry, à peu près le même nombre à Annecy : le ressort de Chambéry, on le voit à l'hon-

neur des populations savoyardes, ne compte guère de grands criminels !

Il ne nous reste plus qu'à dire un mot sur un autre genre de travaux de la Cour de Chambéry, consistant dans les consultations qui lui ont été demandées par les pouvoirs publics au sujet de divers projets ou propositions de lois.

Ces avis fournis par les corps judiciaires, quand un travail législatif important se préparait, forment un autre monument assez considérable des labeurs des magistrats de la Cour de Chambéry.

Voici les dates et les sujets de ces études de la Cour, ainsi que les noms de ses rapporteurs :

- 21, 28 février et 4 mars 1863 : Délibérations sur le tarif des notaires (en réponse à une circulaire du garde des Sceaux).
- 23 novembre 1872 : Rapport sur le régime des établissements pénitentiaires et les questions qui s'y rattachent (président de chambre BAZOT).
- 3 et 24 décembre 1873 : Délibérations sur la proposition de loi Delsol sur les droits du conjoint survivant.
- 20 août et 12 novembre 1879 : Délibérations sur le projet de loi relatif aux noms commerciaux et aux usurpations de médailles et récompenses (rapport du premier président).

- 18 novembre 1880 : Rapport sur les modifications à apporter à la législation des transports — art. 105 C. com. (conseiller ARMINION).
- 10 janvier 1885 : Rapport sur la suppression de la publicité des exécutions capitales (conseiller TOUBIN).
- 22 juillet 1885 : Rapport sur les faillites et liquidations judiciaires (conseiller PASCAUD).
- 21 mai 1886 : Rapport sur le projet de loi sur les sociétés (conseiller DELACHENAL).
- 10 et 23 juin 1886 : Rapport sur les circonstances très atténuantes (président de chambre AUZIAS-TURENNE).
- 12 mai et 4 juin 1888 : Rapport sur les marques de fabrique et de commerce (conseiller MUGNIER).
- 4 et 6 juillet 1896 : Rapport sur le tarif des notaires à dresser en vertu de la loi du 20 juin 1896 (conseiller CORMIER).
- 18 mai 1898 : Rapport sur le projet de décret sur le tarif des notaires (conseiller CORMIER).
- 24 mai 1898 : Rapport sur le taux de l'intérêt légal (conseiller CORMIER).
- 17 juin et 2 juillet 1901 : Délibération et rapport sur les marques de fabrique (conseiller PASCAUD).
- 24 juin et 16 juillet 1901 : Délibération et rapport sur la transmission des raisons commerciales (conseiller NAZ).

- 25 mars 1903 : Rapport sur la création d'un recueil d'annonces légales (conseiller ODRU).
- 26 et 30 décembre 1903 : Rapport sur les liquidations judiciaires (conseiller PASCAUD).
- 18 février 1904 : Rapport sur le projet de loi relatif à la création d'un bien de famille (conseiller PASCAUD).
- 11 décembre 1907 : Rapport sur les modifications à apporter au Code de procédure civile (conseiller ODRU).
- 4 janvier 1910 : Délibération sur la proposition de loi Bérenger tendant à conférer le droit de poursuite à certaines associations d'intérêt général (exposé du premier président).

Sur chacune de ces questions, des discussions et des rapports plus ou moins longs, plus ou moins intéressants, se firent jour ; mais certains des travaux de ce genre, notamment en matière pénale, sont de véritables petits ouvrages sur les questions traitées.

IV

Les Magistrats de la Cour de Chambéry et leurs Auxiliaires

Si sèches que soient les énumérations de noms propres, nous allons dresser, enfin, les listes des magistrats qui ont dirigé ou composé, de 1860 à fin janvier 1914, époque où nous terminons ce travail, la Cour de Chambéry. Son histoire est intimement liée à la leur, et l'une devrait être suivie de l'autre ; mais, ceci nous entraînerait trop loin. Notons seulement que plusieurs anciens magistrats de la Cour de Chambéry occupent aujourd'hui de très hautes situations dans la hiérarchie judiciaire : M. le premier président Albin Curet a été appelé, le 16 juillet 1912, à siéger à la Cour de cassation, dont la chambre des requêtes entend souvent les savants rapports ; M. le conseiller Bertulus, qui appartient depuis le 30 décembre 1899 à la Cour de Paris, est l'un des plus distingués présidents de la Cour d'assises de la Seine.

Lors de leur installation solennelle, les chefs de

Cour qui continuent la tradition menacée des harangues judiciaires, ne manquent jamais de s'adresser, en terminant leur discours, aux avocats et aux avoués à la Cour. Ces auxiliaires dévoués de la justice appartiennent pour ainsi dire au corps judiciaire auprès duquel ils sont établis. Et il nous paraît convenable de terminer ces pages en rappelant les noms, non seulement des fonctionnaires du greffe de la Cour, qui, eux, en font officiellement partie, mais encore des bâtonniers de l'Ordre des avocats d'une part, et de l'autre des avoués à la Cour d'appel de Chambéry.

Liste des Premiers Présidents

MM.

GIROD. — Premier président de la Cour d'appel de Savoie lors de l'annexion. Prête serment entre les mains de l'Empereur, aux Tuileries, le 18 juin 1860, comme premier président de la Cour impériale de Chambéry. Institué par décret du 4 août 1860. Décédé le 18 juin 1866.

DUPASQUIER. — 23 juin 1866. Admis à la retraite par décret du 3 septembre 1874.

ARAGON. — 3 septembre 1874. Admis à la retraite par décret du 8 janvier 1877 et nommé premier président honoraire à la Cour d'appel de Montpellier.

MM.

MONROË (dit Roë). — 8 janvier 1877. Admis à la retraite et nommé premier président honoraire le 30 décembre 1890.

BARCIET DE LABUSQUETTE. — 30 décembre 1890. Admis à la retraite et nommé premier président honoraire le 13 octobre 1906.

CURET. — 13 octobre 1906. Nommé, par décret du 16 juillet 1912, conseiller à la Cour de cassation.

FRANQUEVILLE. — 16 juillet 1912. Nommé, par décret du 17 avril 1913, premier président de la Cour d'appel de Rouen.

MEYNIEUX. — 17 avril 1913.

Liste des Présidents de Chambre

MM.

PICOLET. — Président de section à la Cour d'appel de Savoie lors de l'annexion. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 4 août 1860. Remplacé par Milliet de St-Alban, président en expectative.

MILLIET DE ST-ALBAN (Comte). — 4 août 1860. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 23 février 1861. Remplacé par Mareschal.

DUPASQUIER. — 4 août 1860. Nommé premier président à Chambéry le 23 juin 1866.

MM.

PERDRIX. — 4 août 1860. Décédé le 4 juillet 1867.

Remplacé par Dullin.

MARESCHAL. — 23 février 1861. Remplace Milliet de
St-Alban. Admis à la retraite le 18 août 1866.

GREYFIÉ DE BELLECOMBE (Comte). — 27 juin 1866.

Remplace Dupasquier. Décédé le 1^{er} octobre
1879.

KLECKER. — 18 août 1866. Remplace Mareschal.

Nommé, sur sa demande, conseiller à Bordeaux
le 30 septembre 1871.

DULLIN. — 24 juillet 1867. Remplace Perdrix. Admis
à la retraite et nommé président de chambre ho-
noraire le 8 août 1874. Non remplacé.

BAZOT. — 30 septembre 1871. Remplace Klecker.

Nommé premier président en 1876.

GIMELLE. — 27 octobre 1876. Remplace Bazot. Admis
à la retraite d'office par décret du 15 septembre
1883. Non remplacé (loi 1883).

AUZIAS-TURENNE. — 17 octobre 1879. Remplace le
comte Greyfié de Bellecombe. Admis à la retraite
et nommé président de chambre honoraire le 17
mars 1899.

HELME. — 17 mars 1899. Remplace Auzias-Turenne.

Admis à la retraite et nommé président de cham-
bre honoraire le 31 mai 1910.

ORSAT. — 31 mai 1910. Remplace Helme.

Liste des Conseillers

MM.

MONOD. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 4 août 1860. Remplacé par de Viry.

MARESCHAL. — Conseiller au 14 juin 1860. Institué par décret du 4 août 1860. Nommé président de chambre à Chambéry le 23 février 1861. Remplacé par Klecker.

CLERT. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 18 août 1866. Remplacé par Gros.

BOUVIER. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 14 octobre 1873. Remplacé par Chastel.

DULLIN. — Conseiller au 14 juin 1860. Nommé président de chambre à Chambéry le 24 juillet 1867. Remplacé par Rey.

DUPASQUIER. — Conseiller au 14 juin 1860. Nommé président de chambre à Chambéry le 4 août 1860. Remplacé le même jour.

NICOUD. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 24 août 1867. Remplacé par Mulsant.

DE CHATILLON. — Conseiller au 14 juin 1860. Remplacé le 29 décembre 1860.

MM.

PERNAT. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 29 décembre 1872. Remplacé par Saulnier.

FALQUET. — Conseiller au 14 juin 1860. Remplacé le 29 décembre 1860.

DE BLAY. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 28 octobre 1877. Remplacé par Salomon.

CURTON. — Conseiller au 14 juin 1860. Décédé le 8 septembre 1868. Remplacé par Portier du Bel-air.

DUBOULOZ. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 29 octobre 1875. Remplacé par Bincaz.

HUGARD. — Conseiller au 14 juin 1860. Décédé le 15 juillet 1874. Remplacé par Laracine.

DUBOIN. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 4 janvier 1878. Remplacé par Finet.

DE TOURS. — Conseiller au 14 juin 1860. Admis à la retraite le 6 octobre 1883. Remplacé par Landry.

DE LA CHAMBRE (Marquis). — 4 août 1860. Décédé le 5 février 1871. Remplacé par Gotteland.

DE VIRY. — 4 août 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 31 juillet 1879. Remplacé par Vène.

MM.

LOUDART. — 4 août 1860. Nommé conseiller à Rennes le 16 octobre 1873. Remplacé par Goybet, en 1874.

GALLES. — 4 août 1860. Nommé premier avocat général à Orléans le 1^{er} mars 1861. Remplacé par Boileux.

PORTIER. — 4 août 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 14 mai 1801. Remplacé par Montagnole.

FOSSERET. — 4 août 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 7 juin 1865. Remplacé par Morand.

DÉNARIÉ. — 29 décembre 1860. Mis d'office à la retraite le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 2 et 11 loi 30 août 1883).

LAURENT. — 29 décembre 1860. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 6 avril 1874. Remplacé par Arminjon.

KLECKER. — 23 février 1861. Nommé président de chambre à Chambéry le 18 août 1866. Remplacé par Guillet.

BOILEUX. — 1^{er} mars 1862. Décédé le 26 juillet 1872. Remplacé par Deschamps.

MORAND. — 7 juin 1865. Décédé le 19 juin 1867. Remplacé par Coppier.

MM.

GUILLET. — 18 août 1866. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 29 décembre 1872. Remplacé par M. de Kesling.

GROS. — 18 août 1866. Mis d'office à la retraite le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 11 loi 30 août 1883).

REY. — 24 juillet 1867. Admis à la retraite par décret du 3 novembre 1880, sur sa demande. Remplacé par Carcassonne.

COPPIER. — 24 juillet 1867. Nommé président du tribunal de Chambéry le 7 mars 1878. Remplacé par Pion.

MULSANT. — 24 juillet 1867. Nommé conseiller à Riom le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 11 loi 30 août 1883).

PORTIER DU BELAIR. — 24 octobre 1868. Mis d'office à la retraite par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21 (art. 11 loi 30 août 1883).

GOTTELAND. — 8 février 1871. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 28 novembre 1889. Remplacé par Jarre.

DESCHAMPS. — 23 septembre 1872. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 20 mai 1890. Remplacé par Vallier-Colombier.

MM.

SAULNIER. — 29 décembre 1872. Décédé le 26 décembre 1874. Remplacé par Lobinhes, Pansier n'acceptant pas.

DE KESLING. — 29 décembre 1872. Mis d'office à la retraite par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21. Non remplacé (loi 1883).

CHASTEL. — 14 octobre 1873. Décédé le 9 septembre 1886. Remplacé par Bertulus.

ARMINJON. — 6 avril 1874. Mis d'office à la retraite par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21. Non remplacé (loi 1883).

GOYBET. — 6 avril 1874. Mis d'office à la retraite par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21. Non remplacé (art. 11 loi 30 août 1883).

LARACINE. — 8 août 1874. Admis à la retraite, sur sa demande, par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21. Non remplacé (loi 1883).

LOBINHES. — 15 janvier 1875. Mis d'office à la retraite par décret du 15 septembre 1883, notifié le 21. Non remplacé (loi 1883).

BINCAZ. — 29 octobre 1875. Décédé en 1879. Remplacé par Favier.

SALOMON. — 18 octobre 1877. Décédé le 13 juillet 1879. Remplacé par Mondet.

MM.

FINET. — 4 janvier 1878. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 13 novembre 1883. Remplacé par Pascaud.

PION. — 7 mars 1878. Nommé conseiller à Grenoble le 13 juin 1878. Remplacé par Mugnier.

MUGNIER. — 13 juin 1878. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 27 avril 1901. Non remplacé (art. 39 et 40 loi de finances du 25 février 1901).

FAVIER. — 27 février 1879. Nommé conseiller à Aix le 25 janvier 1881. Remplacé par Proal.

VÈNE. — 31 juillet 1879. Nommé conseiller à Agen le 28 juin 1884. Remplacé par Delachenal.

MONDET. — 17 octobre 1879. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 20 juillet 1889. Remplacé par Bouissou.

CARCASSONNE. — 5 janvier 1881. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 20 avril 1882. Remplacé par Toubin.

PROAL. — 25 janvier 1881. Nommé conseiller à Lyon le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 11 loi 30 août 1883).

MONTAGNOLE. — 14 mai 1881. Nommé conseiller à Alger le 22 juin 1883. Remplacé par Tondut de Quennefer.

MM.

- TOUBIN. — 20 avril 1882. Nommé conseiller à Besançon le 21 janvier 1896. Remplacé par Cormier.
- TONDUT DE QUENNEFER. — 22 juin 1883. Nommé conseiller à Montpellier le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 11 loi 1883).
- LANDRY. — 6 octobre 1883. Nommé conseiller à Nîmes le 20 décembre 1883. Remplacé par Girod.
- PASCAUD. — 13 novembre 1883. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 28 novembre 1905. Remplacé par Page.
- GIROD. — 20 décembre 1883. — Décédé le 23 octobre 1886. Remplacé par Lucas.
- DELACHENAL. — 28 juin 1884. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 20 janvier 1906. Remplacé par Baldy.
- BERTULUS. — 8 octobre 1886. Nommé juge à la Seine le 15 novembre 1890. Remplacé par Cléret.
- LUCAS. — 27 octobre 1886. Décédé le 5 mars 1888. Remplacé par Bousquet.
- BOUSQUET. — 3 mai 1888. Nommé conseiller à Toulouse le 30 mars 1894. Remplacé par Mignucci.
- BOUISSOU. — 20 juillet 1889. Nommé conseiller à Riom le 15 novembre 1890. Remplacé par Wencker.

MM.

JARRE. — 28 novembre 1889. Admis à la retraite et nommé président de chambre honoraire le 1^{er} avril 1909. Remplacé par Fossieret.

VALLIER-COLOMBIER. — 20 mai 1890. Nommé conseiller à Aix le 13 octobre 1893. Remplacé par Jaffard.

WENCKER. — 13 novembre 1890. Nommé conseiller à Lyon le 4 septembre 1898. Remplacé par Coularou (Cast n'acceptant pas).

CLÉRET. — 13 novembre 1890. Décédé le 12 octobre 1899. Remplacé par Odrü.

JAFFARD. — 13 octobre 1893. Nommé conseiller à Nîmes le 6 novembre 1894. Remplacé par Naz.

MIGNUCCI. — 30 mars 1894. Décédé en 1900. Remplacé par Arnaud.

NAZ. — 6 novembre 1894. Admis à la retraite et nommé conseiller honoraire le 17 mars 1911. Remplacé par Comte.

CORMIER. — 21 janvier 1896. Nommé conseiller à Bourges le 11 avril 1903. Remplacé par Sevez.

COULAROU. — 17 septembre 1898. Nommé juge à la Seine le 9 octobre 1903. Remplacé par Salvan.

ODRU. — 30 décembre 1899.

ARNAUD. — 9 octobre 1900.

SEVEZ. — 11 avril 1903.

MM.

SALVAN. — 9 octobre 1903. Nommé conseiller à Montpellier le 17 mars 1905. Remplacé par Chaballet.

CHABALET. — 17 mars 1905.

PAGE. — 28 novembre 1905. Nommé avocat général à Chambéry le 12 mai 1911. Remplacé par Reverdet.

BALDY. — 20 janvier 1906.

FOSSERET. — 3 mai 1909.

COMTE. — 17 mars 1911.

REVERDET. — 12 mai 1911.

Liste des Procureurs Généraux

MM.

MILLEVOYE. — 13 juin 1860. Nommé procureur général à Rouen le 27 mai 1861.

JOLIBOIS. — 27 mai 1861. Nommé préfet de la Savoie le 4 avril 1863.

MOURIER. — 9 avril 1863. Révoqué en 1870.

FINET. — 15 octobre 1870. En remplacement de Eymard-Duvernez, non acceptant. Révoqué en 1873.

DE PICAUDIÈRE. — 30 mai 1873. Nommé procureur général à Grenoble le 4 avril 1876.

BERGER. — 4 avril 1876. Révoqué en 1877.

FLOUEST. — 25 mai 1877. Nommé procureur général à Nancy le 5 décembre 1877.

MM.

MOITESSIER. — 5 décembre 1877. Révoqué en 1879.

MELCOT. — 11 février 1879. Nommé procureur général à Amiens le 10 octobre 1882.

LASSERRE. — 10 octobre 1882. Nommé procureur général à Toulouse le 16 juin 1885.

LANABÈRE. — 16 juin 1885. Nommé procureur général à Pau le 8 octobre 1886.

LAROCHE. — 8 octobre 1886. Nommé procureur général à Toulouse le 21 décembre 1888.

MOLINES. — 21 décembre 1888. Nommé procureur général à Besançon le 22 mars 1898.

SOURBÈS. — 22 mars 1898. Décédé le 23 octobre 1899.

DANIEL. — 30 décembre 1899. Nommé procureur général à Bourges le 22 novembre 1900.

GENSOUL. — 22 novembre 1900. Nommé procureur général à Rouen le 17 novembre 1908.

THÉVARD. — 17 novembre 1908.

A l'annexion, l'avocat fiscal général (procureur général) sarde, M. Bianchi de Castagni, n'a pas passé au service de la France : seuls, ont prêté serment le 14 juin 1860, ses substituts, MM. Gallay, Dénarié, Collomb, Orsat, Piaget et Bouvier.

Au contraire, l'avocat des pauvres, le marquis de la Chambre, prêta lui-même serment avec ses substituts, MM. Portier, Laracine et Goybet.

Par décret du 4 août 1860, il fut nommé conseiller à la Cour. Un poste semblable fut accordé à M. Dénarié le 29 décembre 1860. MM. A. Goybet et Laracine, après avoir passé dans divers postes, revinrent à la Cour de Chambéry en 1874 (6 avril et 8 août). Les autres substituts sont-ils restés dans la magistrature française ? En tout cas, ils ne sont jamais revenus à la Cour de Chambéry.

Liste des Avocats Généraux

MM.

BURIN DES ROZIERES. — Nommé premier avocat général le 28 juillet 1860. Président de chambre à Aix le 9 avril 1883.

DÉNARIÉ. — Avocat général le 4 août 1860. Nommé conseiller à Chambéry le 29 décembre 1860. Remplacé par Thiriot.

THIRIOT. — 29 décembre 1860. Remplacé le 15 juillet 1861 par Diffre.

DIFFRE. — 15 juillet 1861. Nommé avocat général à Toulouse le 4 juillet 1868.

MAUREL. — Nommé premier avocat général le 9 avril 1863, en remplacement de Burin des Roziers. Président de chambre à Montpellier le 20 novembre 1875.

MM.

GIMEILLE. — 4 juillet 1868. Remplace Diffre. Nommé président de chambre à Chambéry le 27 octobre 1876.

MELCOT. — Nommé avocat général le 20 novembre 1875, en remplacement de Maurel. Avocat général à Aix le 6 juillet 1877.

TAPPÉ. — 27 octobre 1876. Remplace Gimelle. Nommé avocat général à Bordeaux le 27 février 1879.

BAISIER. — 6 juillet 1877. Remplace Melcot. Décédé le 4 avril 1878. Remplacé par Grand.

GRAND. — 28 avril 1878. Remplace Baisier. Décédé le 25 février 1879. Remplacé par Mareschal.

BLOCH. — 27 février 1879. Remplace Tappé. Nommé avocat général à Lyon le 11 juin 1881.

MARESCHAL. — 11 mars 1879. Remplace Grand. Remplacé le 3 novembre 1880 par Bartholomot.

BARTHOLOMOT. — 3 novembre 1880. Nommé président de chambre à Grenoble le 15 septembre 1883. Non remplacé (art. 11 loi 30 août 1883).

MOLINES. — 11 juin 1881. Remplace Bloch. Nommé procureur général à Chambéry le 21 décembre 1888.

NOGUÈRES. — 21 décembre 1888. Remplace Molines. Nommé procureur au Havre le 30 janvier 1894.

MM.

ORSAT. — 30 janvier 1894. Remplace Noguères. Nommé président de chambre à Chambéry (après refus d'autres postes) le 31 mai 1910.

MANCEL. — 31 mai 1910. Remplace Orsat. Nommé avocat général à Rouen le 12 octobre 1910.

STEMLER. — 12 octobre 1910. Remplace Mancel. Nommé avocat général à Douai le 12 mai 1911.

PAGE. — 12 mai 1911. Remplace Stemler. Avocat général à Lyon le 16 octobre 1912.

AGOSTINI. — 16 octobre 1912. Remplace Page.

Liste des Substituts du Procureur Général

MM.

THIRIOT. — 4 août 1860. Nommé avocat général à Chambéry le 29 décembre 1860.

GROS. — 4 août 1860. Nommé conseiller à Chambéry le 18 août 1866.

DE FORCADE. — 29 décembre 1860. Remplace Thiriot. Nommé substitut du procureur général à Bordeaux le 27 janvier 1864.

LEROY. — 27 janvier 1864. Remplace de Forcade. Substitut du procureur général à Douai le 25 août 1862.

ARMINJON. — 18 août 1866. Remplace Gros. Conseiller à Chambéry le 6 avril 1874.

MM.

HARDOUIN. — 25 août 1867. Remplace Leroy. Substitut du procureur général à Rouen le 28 mai 1870.

GERVAIS D'ALDIN. — 28 mai 1870. Remplace Hardouin. Démissionnaire, remplacé le 23 juin 1871.

GRAND. — 23 juin 1871. Remplace Gervais d'Aldin. Avocat général à Chambéry le 28 avril 1878.

CHABOUD. — 6 avril 1874. Remplace Arminjon. Vice-président le 8 août 1874.

PACORET DE S^t-BON. — 8 août 1874. Remplace Chaboud. Nommé avocat général en 1877.

MARESCHAL. — 6 juillet 1877. Remplace Pacoret de S^t-Bon. Avocat général à Chambéry le 11 mars 1879.

BILLECARD. — 18 mai 1878. Remplace Grand (Desplagnes n'acceptant pas). Juge à Rouen le 30 janvier 1894.

BAILLY. — 11 mars 1879. Remplace Mareschal. Remplacé le 3 novembre 1880 par Toubin.

TOUBIN. — 3 novembre 1880. Conseiller à Chambéry le 20 avril 1882.

LE GALL. — 20 avril 1882. Remplace Toubin. Substitut du procureur général à Lyon le 15 septembre 1883. Non remplacé (loi 1883).

JULLIEN. — 30 janvier 1894. Remplace Billecard. Procureur à Chambéry le 21 juillet 1897.

MM.

PAGE. — 18 août 1897. Remplace Jullien. Conseiller à Chambéry le 28 novembre 1905.

REVERDET. — 28 novembre 1905. Remplace Page. Conseiller à Chambéry le 12 mai 1911.

ERSA. — 12 mai 1911. Remplace Reverdet. Substitut du procureur général à Bastia le 27 février 1912.

LAGARDE. — 27 février 1912. Remplace Ersa.

Le Greffe de la Cour

Il comprenait à l'annexion : un secrétaire civil et deux substituts, un secrétaire criminel et deux substituts.

Le secrétaire civil, M. Bouttaz, et le secrétaire criminel, M. Guillermet, prêtèrent serment entre les mains du sénateur Laity, à l'audience solennelle du 14 juin 1860.

Avec leurs quatre substituts, ils continuèrent à assurer le service du greffe. Quand le décret du 1^{er} août 1860 eut disposé (art. 2) que la Cour de Chambéry se composait « ... d'un greffier en chef et de quatre commis greffiers », il n'y eut de changé, pour les quatre « substituts », MM. Ract, Cartanas, Humblot et Malinjoud, que leur titre. Mais des deux secrétaires, l'un devait disparaître : ce fut M. Bouttaz, qui, ayant rempli au début les fonctions de greffier en chef, ne pouvait, paraît-il, s'accoutumer au nouveau

régime. Et, par décret du 15 décembre 1860, son collègue, M. Guillermet, fut nommé greffier en chef. Le 20 décembre 1877, il était remplacé par M. Claudius Blanchard, père du greffier en chef actuel, M. Joseph Blanchard, dont la nomination date du 29 juillet 1900.

Quant aux commis-greffiers, leur nombre a été réduit à deux par la loi de 1883. Voici leur liste :

En fonctions à l'annexion : M. RACT, admis à la retraite le 2 avril 1884 et non remplacé (poste supprimé en vertu de la loi de 1883).

En fonctions à l'annexion : M. CARTANAS.

24 juillet 1861 : M. PETHELLAZ.

17 avril 1888 : M. FRAISSARD.

26 octobre 1897 : M. Joseph BLANCHARD.

6 novembre 1900 : M. BRASIER.

En fonctions à l'annexion : M. HUMBLLOT.

11 février 1890 : M. GUIGUET.

En fonctions à l'annexion : M. MALINJOUR.

30 avril 1861 : M. FRANCOZ, admis à la retraite le 2 avril 1884 et non remplacé (poste supprimé en vertu de la loi de 1883).

*Liste des Bâtonniers de l'Ordre des Avocats
près la Cour d'appel de Chambéry*

MM.

- 1860-1861 : Paul **POGNIENT**.
1861-1862 : Id.
1862-1863 : Joseph **CORNIER**.
1863-1864 : Id.
1864-1865 : Id.
1865-1866 : René **PERRIER DE LA BATHIE**.
1866-1867 : Id.
1867-1868 : Jean-Baptiste **FINET**.
1868-1869 : Id.
1869-1870 : Aimé **BOUVIER**.
1870-1871 : Id.
1862-1863 : Joseph **CORNIER**.
1872-1873 : Id.
1873-1874 : Pierre-Victor **PILLET**.
1874-1875 : Id.
1875-1876 : René **PERRIER DE LA BATHIE**.
1876-1877 : Id.
1877-1878 : Hector **LARACINE**.
1878-1879 : Id.
1879-1880 : Joseph **CORNIER**.
1880-1881 : Id.
1881-1882 : Claudius-Amédée **ROSSET**.
1882-1883 : Id.

MM.

- 1883-1884 : Régis FERNEX DE MONGEX.
1884-1885 : Id.
1885-1886 : François DESCOSTES.
1886-1887 : Id.
1887-1888 : Ernest ARMINJON.
1888-1889 : Id.
1889-1890 : Emile RAYMOND.
1890-1891 : Id.
1891-1892 : Claudius-Amédée ROSSET.
1892-1893 : Id.
1893-1894 : Jacques BOURGEOIS.
1894-1895 : Id.
1895-1896 : François DESCOSTES.
1896-1897 : Id.
1897-1898 : Jean-Baptiste BEL.
1898-1899 : Id.
1899-1900 : Régis FERNEX DE MONGEX.
1900-1901 : Id.
1901-1902 : Léon ROCH.
1902-1903 : Id.
1903-1904 : Joseph COPPIER.
1904-1905 : Id.
1905-1906 : Albert JARRIN.
1906-1907 : Id.
1907-1908 : Joseph RICHARD.
1908-1909 : Id.

MM.

- 1909-1910 : Jacques BOURGEOIS.
1910-1911 : Id.
1911-1912 : Amédée MARESCHAL.
1912-1913 : Id.
1913-1914 : Régis FERNEX DE MONGEX.

Les Avoués près la Cour d'appel de Chambéry

Un décret impérial, en date du 28 septembre 1860, créa huit offices d'avoués près la Cour de Chambéry : cinq seulement subsistent aujourd'hui, les trois autres ayant été supprimés après rachat par la Compagnie, conformément à des délibérations de la Cour, en date des 3 août 1862, 15 mars 1875 et 18 décembre 1911.

Les huit premiers titulaires furent nommés par un décret impérial en date du 10 novembre 1860 : six d'entre eux prêtèrent serment devant la Cour le 31 décembre 1860, un autre le 2 janvier 1861, le dernier enfin le 13 mars 1861 seulement — plus d'un mois après les trois premiers successeurs des avoués originaires, qui, nommés par décret du 30 janvier 1861, prêtèrent serment, l'un, M. Lapperrière (Pierre-François) — qui remplaçait son oncle, M. Laperrière (Jean-François) — le 6, et les deux autres le 11 février 1861.

Voici le tableau synoptique des avoués près la Cour de Chambéry et de leur date de nomination :

NICOUD (10 novembre 1860)

BLANC (16 mai 1866).

RICHARD (2 septembre 1882).

VESCO (28 décembre 1889).

TIOLLIER (4 mai 1903).

J.-FR. LAPERRIÈRE (10 novembre 1860)

P.-FR. LAPPERRIÈRE (30 janvier 1861).

BOEX (1^{er} décembre 1868).

Edouard ORSAT (12 août 1882).

GOTTELAND (10 novembre 1860)

RASSAT (30 janvier 1861).

REVUZ (16 mai 1866).

GRASSET (17 juin 1882).

FINET (14 mars 1896).

LÉGER (10 novembre 1860)

DUCRET (30 janvier 1861).

CARALP (14 janvier 1893).

CARVALLO (6 juillet 1895).

Office supprimé en 1911.

CLERC (10 novembre 1860)

FONTAINE (25 avril 1885).

ROCHE (16 juillet 1887).

CHALLIER (14 février 1891).

MAGNIN (25 mars 1899).

BERN (10 novembre 1860)

Office supprimé en 1875.

BONJEAN (10 novembre 1860)

LONGOZ (10 mai 1862).

VIALLET (3 avril 1869).

GEX (23 novembre 1889).

FINET (10 novembre 1860)

Office supprimé en 1862.

Les avoués près la Cour de Chambéry ont naturellement leur chambre de discipline : selon un roulement régulier, chacun des cinq titulaires qui restent à présent en fonctions la préside pendant une année.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

- Eug. BURNIER, *Histoire du Sénat de Savoie*, 2 vol., Chambéry, 1864.
- F. VERMALE, *Les classes rurales en Savoie au XVIII^e siècle*, thèse lettres Lyon, Paris, Ernest Leroux, 1911.
- D. SALVY, *Histoire de la Cour d'appel de Riom*, thèse droit Paris, Paris, 1907.
- Documents et Souvenirs relatifs à l'annexion de la Savoie à la France en 1860, etc.*, Genève, 1908.
- Louis PILLET, *Histoire du Barreau de Chambéry*, Chambéry, 1894.
- Maintien de la Cour d'appel de Chambéry et des Tribunaux de son ressort*, Chambéry, 1882.
- L'Annexion de 1860 et la Cour d'appel de Chambéry*, Chambéry, 1901.
- Registres des délibérations de la Cour de Chambéry, au greffe de la Cour de Chambéry.
- Registres des serments et des décrets, au greffe de la Cour de Chambéry.
- Registres, dossiers, documents et arrêts divers de la Cour, au greffe de la Cour de Chambéry.
- Le Courrier des Alpes*, années 1860 et 1862.
- Le Moniteur de l'Empire*, année 1860.
- Recueil des Actes administratifs de la Préfecture de la Savoie*, 1860.
- Bulletin des Lois et Journal Officiel*, *passim*.
- La Responsabilité des Communes en temps de grève*, et *Note additionnelle* (affaire de Cluses), Chambéry, 1907.

Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1910, Paris, 1913.

Compte général de l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1911, Paris, 1913.

Discours de rentrée et d'installation des chefs de la Cour
(brochures imprimées à Chambéry).

TABLE DES MATIERES

<i>Avant-propos</i>	1
<i>Introduction historique</i>	5
I. — <i>L'annexion de la Savoie et la question de la Cour de Chambéry</i>	19
II. — <i>La Cour de Chambéry de 1860 à nos jours</i>	40
III. — <i>L'œuvre de la Cour de Chambéry</i>	72
IV. — <i>Les magistrats de la Cour de Chambéry et leurs auxiliaires</i>	116
<i>Bibliographie et sources</i>	141

